

2017 - 2020

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

DEC 2016



CAMEROUN

POPULATION
TOTALE

24_M

PERSONNES DANS LE
BESOIN

2,9_M

PERSONNES
CIBLÉES

1,2_M

BUDGET
(US\$)

310_M

PARTENAIRES
HUMANITAIRES

42

Personnes ciblées

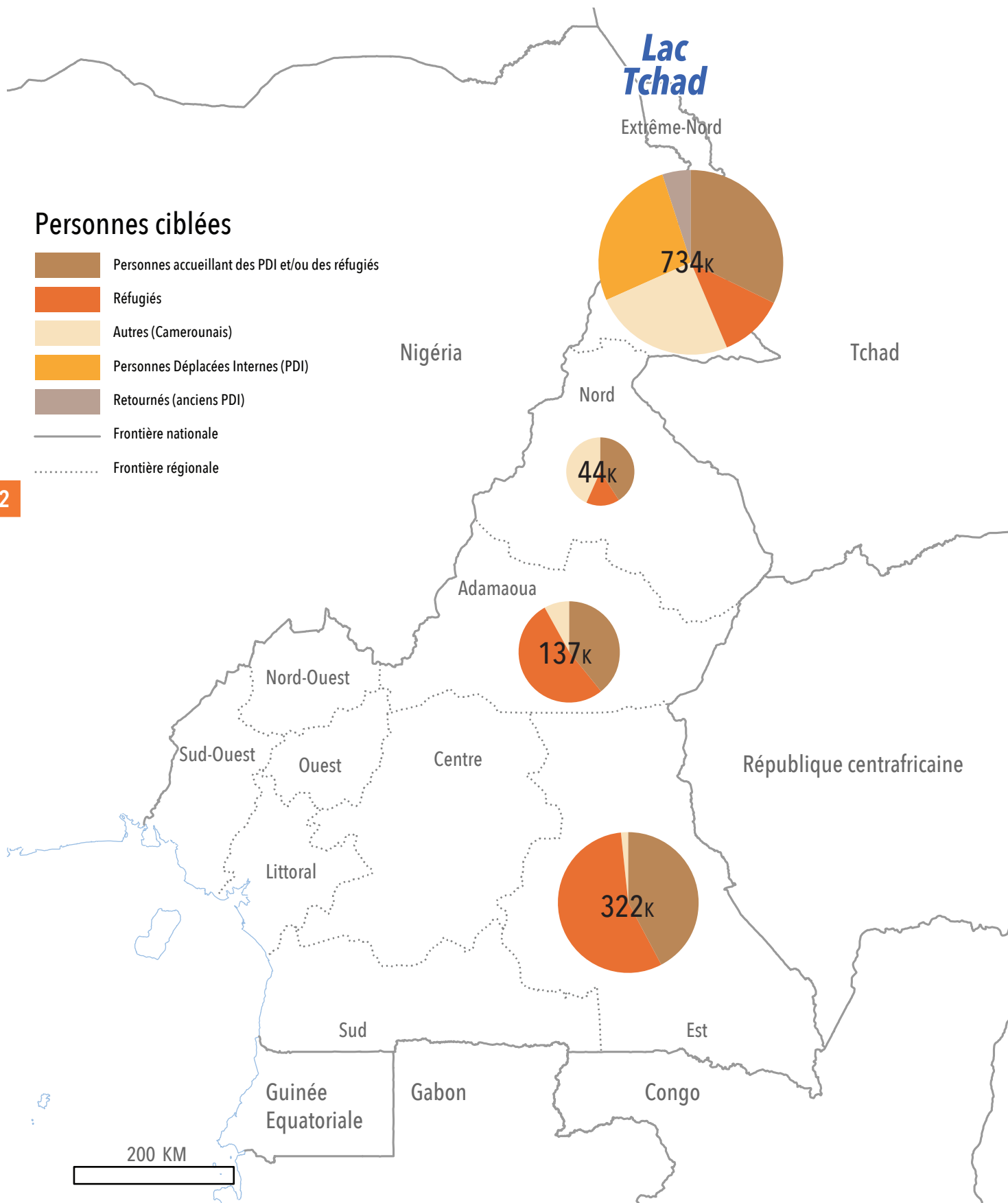
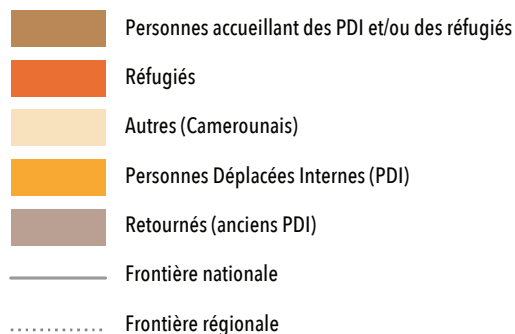


TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I: STRATÉGIE DU PAYS

Préface du Coordonnateur Humanitaire	04
La plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil	05
Aperçu de la crise	06
Objectifs stratégiques	08
Stratégie de la réponse	09
Capacité opérationnelle	11
Accès humanitaire	12
Suivi de la réponse	13
Résumé des besoins, cibles et budgets	14

PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

Abris et besoins non-alimentaires	16
Eau, Hygiène et Assainissement	17
Education	18
Nutrition	19
Protection	20
Protection de l'enfant	21
Violences sexuelles basées sur le genre	22
Relèvement précoce et résilience	23
Santé	24
Sécurité alimentaire	25
Coordination	26
Plan de réponse pour les réfugiés centrafricains	27
Plan de réponse pour les réfugiés nigériens	29
Guide du donateur	32

PARTIE III: ANNEXES

Objectifs, indicateurs & cibles	34
Organisations participantes & financements requis	37
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées	38
Et si ? ...on n'apporte pas de réponse	42

PRÉFACE PAR

LE COORDONNATEUR
HUMANITAIRE

Pour la quatrième année consécutive, le Cameroun lance son Plan de Réponse Humanitaire pour les personnes vulnérables en raison des conflits, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, des catastrophes naturelles et des épidémies. Depuis 2014, les besoins humanitaires s'intensifient dans les quatre régions prioritaires et surtout à l'Extrême-Nord du pays.

Aujourd'hui, le Cameroun reste confronté à une triple crise humanitaire, complexe et sans précédent. En 2017 le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire atteint les 2,9 millions, dont 360 000 réfugiés et 2,5 millions de Camerounais dont 199 000 déplacés internes. Alors que l'afflux de réfugiés centrafricains avait commencé à se stabiliser dans l'Est du pays, l'intensification des attaques de Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria et à l'intérieur du Cameroun oblige des milliers de réfugiés nigériens et des Camerounais des villages voisins à fuir pour se réfugier au Cameroun, pour la plupart d'entre eux certains, dans des communautés familles d'accueil déjà elles-mêmes déjà dans des situations très précaires. Les déplacements internes ont augmenté à un rythme alarmant atteignant 199 000 personnes en octobre 2016. Beaucoup de gens ont perdu leur famille et leurs maisons et ont vu ainsi toute leur vie et les rêves qui l'accompagnent s'envoler. Certains ont été enlevés ou recrutés de force. Des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants sont traumatisés par ce qu'ils ont vécu et ont fait font l'objet d'abus et de violences dans un contexte d'insécurité croissant. Parallèlement, le pays doit faire face à une grave crise alimentaire et nutritionnelle qui ne cesse de s'amplifier. À ce jour, 2,6 millions personnes se trouvent en insécurité alimentaire au niveau de crise et/ou d'urgence, soit 8% de plus qu'en 2016.

Les enfants sont les victimes les plus touchées par la malnutrition. 207 000 garçons et filles souffrent de malnutrition aiguë modérée ou sévère dans le pays, avec un taux d'urgence de 2% atteint dans le département du Logone et Chari. Sans une réponse solide et adaptée, ces enfants risquent de mourir ou d'être handicapés à vie.

L'ampleur de cette crise et ses répercussions sur la vie des personnes les plus vulnérables nécessitent une mobilisation multisectorielle pour couvrir les besoins essentiels en matière de protection, de santé, d'abris, d'éducation, d'eau et d'assainissement, de santé, etc. Nous sommes convaincus que la complexité de cette crise humanitaire et ses effets exigent une réponse pluridimensionnelle comprenant des préoccupations humanitaires, de résilience et de développement. Seule une action coordonnée unique permettra de traiter les causes et les effets profonds simultanément et efficacement.

En 2017, l'Equipe Humanitaire Pays (HCT) espère renforcer sa collaboration avec les partenaires au développement afin de consolider la coopération et la complémentarité de ses actions. Une réponse équilibrée et adaptée à toutes les personnes dans le besoin vulnérables (réfugiés, personnes déplacées, hôtes et communautés locales) est cruciale pour éviter des tensions parmi les bénéficiaires. Dans ce contexte et sur la base de données issues du document intitulé «Aperçu des Besoins Humanitaires», le HCT a élaboré un plan d'intervention 2017 qui se veut concret et réaliste. Ce plan privilégie les actions sur les besoins actuels, en tenant

compte des capacités d'intervention existantes. Ainsi, 1,2 million de personnes ont été ciblées dans les quatre régions prioritaires: l'Adamaoua, l'Est, le Nord et l'Extrême-Nord.

Ce plan fait également partie de la réponse apportée à la crise du Bassin du Lac Tchad, au travers des projets ciblant la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ainsi, nous incitons les partenaires, y compris les donateurs, à tenir compte de cette dynamique collective dans la réponse collective et solidaire que nous apportons à cette crise commune aux quatre pays concernés (Cameroun, Chad, Niger et Nigeria).

L'an dernier, les partenaires ont appuyé le Plan d'Action Humanitaire en engageant 150 millions de dollars américains. En 2017, le nombre de personnes dans le besoin va encore augmenter, nécessitant un nombre accru de projets, pour un budget requis de 309 millions d'USD.

Je lance un appel pour une augmentation de notre capacité opérationnelle dans les quatre régions prioritaires et principalement dans l'Extrême Nord, notamment sur le Département du Logone-et-Chari où le nombre d'acteurs en présence est insuffisant pour faire face aux besoins des milliers de déplacés et des communautés hôtes. Des acteurs humanitaires ont manifesté leur intérêt pour ce département et nous espérons que les donateurs accompagneront et appuieront cette initiative une mobilisation accrue.

Nous comptons sur l'engagement et la participation active de toutes les parties prenantes (gouvernement, bailleurs de fonds, organismes des Nations Unies, ONG nationales et internationales, mouvements de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) dans l'évaluation des besoins et des vulnérabilités ainsi que dans la planification de la réponse. Ces évaluations et les analyses qui en découlent sont le fondement de notre planification et sont cruciales pour une meilleure prise en compte des besoins des personnes nécessitant une assistance.

Au nom de la communauté humanitaire du Cameroun, je saisis cette opportunité pour exprimer toute ma gratitude reconnaissance aux donateurs qui nous ont toujours accompagnés dans le financement de notre Plan de Réponse ainsi qu'au Gouvernement aux niveaux central et local pour l'appui apporté aux équipes humanitaires dans l'exercice de leurs activités. La mobilisation des années précédentes a sauvé des vies et a préserver la dignité de centaines de milliers de personnes. Je les encourage à continuer à soutenir cet appui pour les personnes vulnérables.

Je vous remercie Avec toute ma gratitude à la communauté humanitaire au Cameroun.



Najat Rochdi
Coordonnateur Humanitaire

LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

EN UN COUP D'OEIL

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Fournir aux personnes, en situation d'urgence, une assistance coordonnée, adaptée à leurs besoins et intégrée, nécessaire à leur survie.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Faire un plaidoyer pour l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser par groupe d'âge et de genre et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

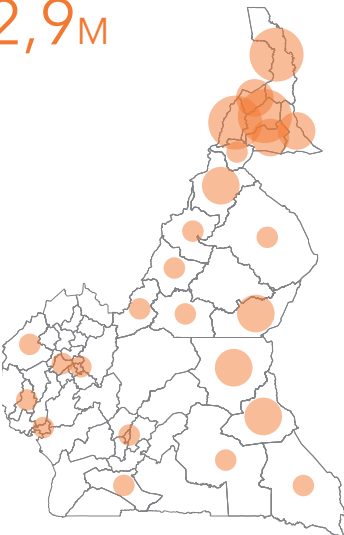
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4



Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et aider les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

2,9M



PERS. DANS LE BESOIN



2,9M

PERSONNES CIBLÉES



1,2M

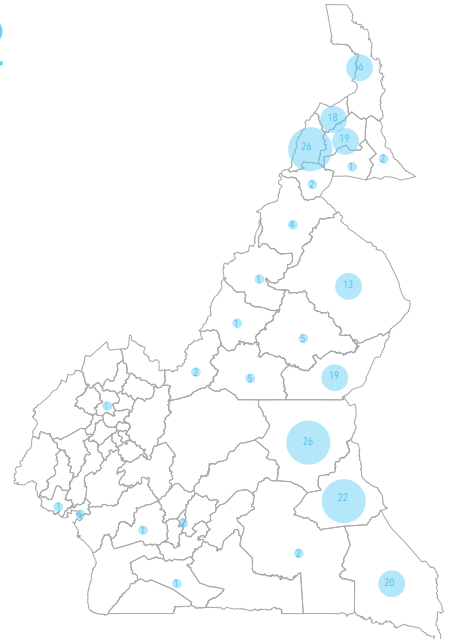
BUDGET (US\$)



310M

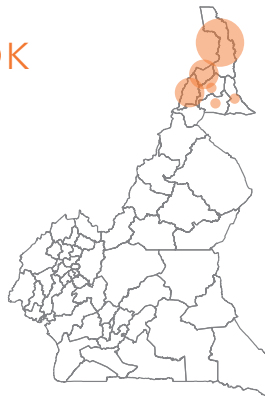
NOMBRE DE PARTENAIRES PARTICIPANT AU PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE

42



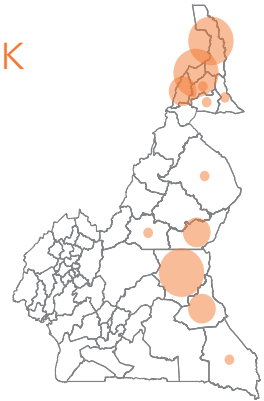
PERS. DEPLACÉES INTERNES & RETOURNÉS (ANCIENS PDI)

235K



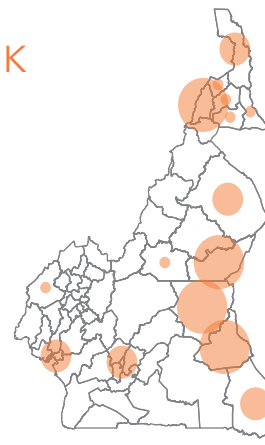
COMMUNAUTÉS HÔTES (PERS. ACCUEILLANT DES DÉPLACÉS)

448K



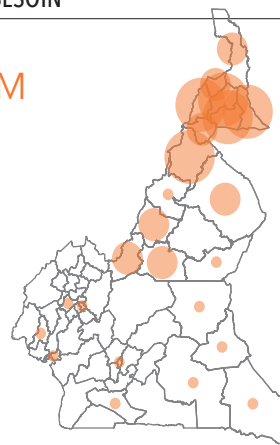
RÉFUGIÉS

368K



AUTRES PERSONNES DANS LE BESOIN

1,9M



APERÇU DE

LA CRISE

Les populations du Cameroun souffrent des impacts d'une triple crise humanitaire avec des effets conjugués. Le conflit dans la région du Bassin du Lac Tchad a causé des déplacements massifs de réfugiés et de Camerounais à l'Extrême-Nord. La détérioration importante du contexte socioéconomique et sécuritaire a augmenté l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité aux épidémies. Le conflit en République centrafricaine a déplacé des milliers de réfugiés dans les régions de l'Est.

Les partenaires humanitaires estiment qu'en 2017, 2,9 million de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire dans au moins un secteur. Parmi elles, 95% sont localisées dans quatre régions : l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord et le Nord. Plus de 60% sont des enfants et 50% des femmes. Sur la base des capacités actuelles des secteurs, 1,2 million de personnes sont ciblées par ce plan, ce qui représente 41% des personnes dans le besoin. La protection, l'assistance en vivres et les soins de santé font partie des besoins prioritaires. Les enfants (dont 920 000 sont des filles et 902 000 des garçons) représentent à eux seuls 63% du total et requièrent une assistance plus spécifique notamment dans le cadre de l'éducation et de la nutrition.

L'intensification de la violence au Nord-Est du Nigéria et à l'Extrême-Nord du Cameroun a généré le déplacement de milliers de personnes traumatisées dans des zones déjà fortement vulnérables.

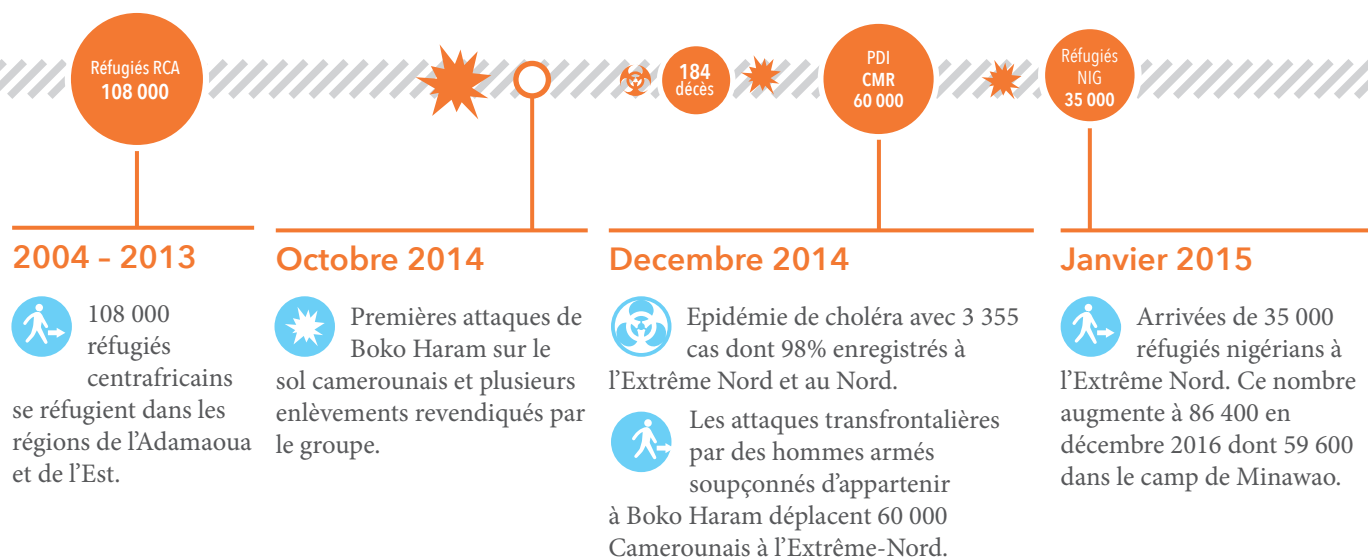
Environ 86 400 réfugiés nigériens¹ ont fui la violence au nord-est du Nigéria pour trouver refuge à l'Extrême-Nord. 59 600

vivent dans le camp Minawao, ce qui représente près de trois fois sa capacité d'accueil. Les infrastructures actuelles sont insuffisantes pour répondre à la hausse des besoins anticipée, notamment en matière d'accès à l'eau.

De même, les raids transfrontaliers, les attentats-suicides perpétrés par des membres présumés du groupe Boko Haram et l'intensification des opérations militaires ont contraint 180 000 Camerounais de l'Extrême-Nord² à abandonner leurs maisons, villages et moyens de subsistance pour s'installer dans des zones plus sûres. En outre, 19 000 Camerounais ont été déplacés à cause des inondations. La majeure partie des personnes déplacées internes (PDI) ainsi qu'environ 27 000 réfugiés hors camps³ ont trouvé refuge à l'Extrême-Nord, auprès de communautés hôtes⁴ (240 000 personnes) qui partagent avec eux leurs ressources limitées.

Les populations civiles, surtout les femmes et les enfants, affectées par la recrudescence des attaques et les opérations militaires, sont vulnérables aux atteintes graves à leurs droits, leur sécurité et leur bien-être psychosocial. Ceux qui ont fui les violences ont été témoins de crimes brutaux et

CALENDRIER DES CRISES



le traumatisme est profond et généralisé. La réduction de l'espace d'asile pour les réfugiés ainsi que la reconduction forcée au Nigéria des ressortissants nigériens présents au Cameroun est une préoccupation majeure en matière de protection.

Près de 2,6 millions de personnes souffrent directement de la détérioration du contexte socio-économique et sécuritaire ainsi que de l'augmentation de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des épidémies.

L'insécurité alimentaire s'est détériorée en 2016 en raison de l'insécurité grandissante liée au conflit. Près de 2,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire⁵ dont plus de 298 000 sont en niveau d'urgence et nécessitent une aide alimentaire immédiate⁶. Par rapport à 2015, la région de l'Adamaoua connaît une aggravation de l'insécurité alimentaire avec une augmentation de plus de 20%. Près de 80% des personnes qui n'ont pas suffisamment de nourriture résident dans les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord.

Plus de 200 000 garçons et filles souffrent de malnutrition aiguë modérée ou sévère dans le pays, avec un taux d'urgence de 2% atteint dans le département du Logone et Chari⁷.

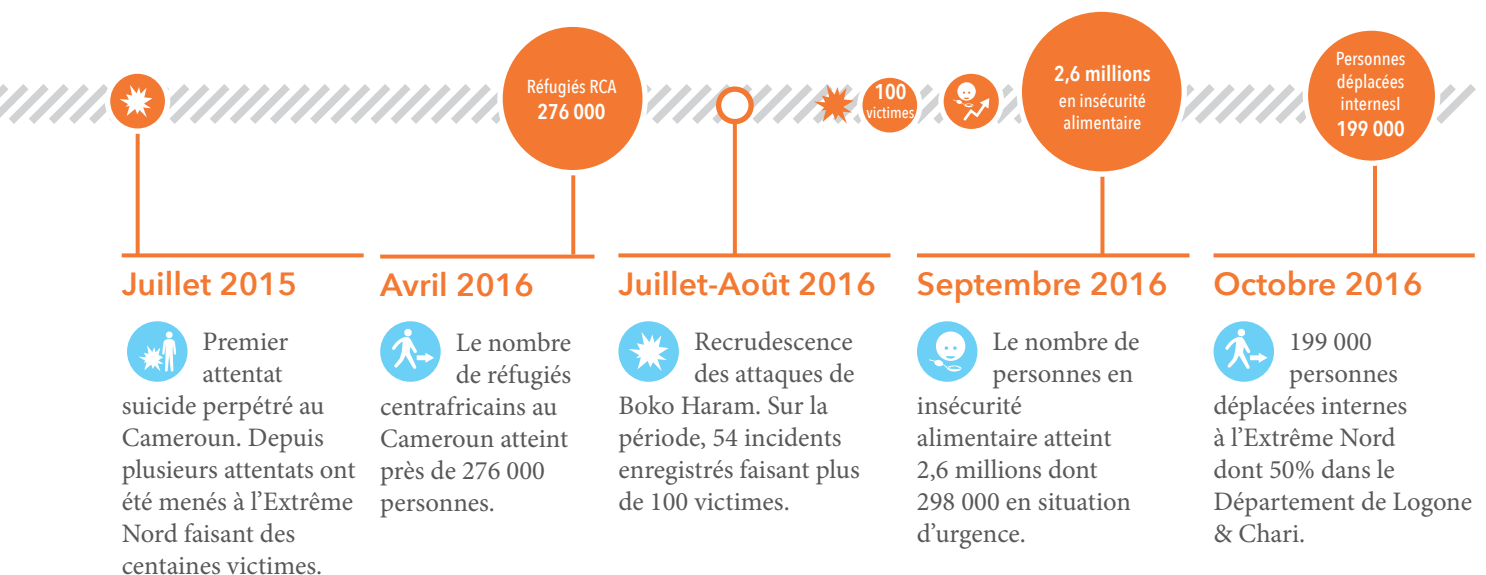
L'accès aux services essentiels, déjà précaire, s'est détérioré dans les régions touchées par les conflits. A l'Extrême Nord, seuls 14% de la population a accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement adéquates et 45% n'a pas accès à l'eau potable⁸. Au moins 144 écoles ne sont plus en fonction à l'Extrême-Nord, laissant 36 000 enfants en besoin urgent d'éducation. Les centres de santé, dont l'accès et la qualité étaient déjà limités, se retrouvent de plus en plus sous

pression en raison des déplacements et de l'afflux de blessés. Par ailleurs, 25 centres sanitaires ont dû cesser leurs activités du fait de la violence ou de leur occupation par les forces armées, fait très préoccupant, au regard des fréquentes et récentes épidémies telles que choléra, poliomyélite, rougeole, fièvre jaune et méningite.

Le Cameroun est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés centrafricains⁹.

Depuis janvier 2014, plus de 160 000 personnes sont venues s'ajouter aux réfugiés déjà présents dans le pays depuis 2004. Au total, près de 276 000 réfugiés centrafricains résident au Cameroun et sont répartis sur plusieurs centaines de sites et villages principalement dans les régions de l'Est (180 500 personnes), de l'Adamaoua (71 500 personnes) et du Nord (7 200 personnes)¹⁰. Sur l'ensemble des réfugiés centrafricains, seul 25% (70 000 personnes) sont hébergés dans sept sites aménagés tandis que les 75% restants (plus de 200 000 personnes) vivent avec les communautés d'accueil. Dans les deux cas, l'accès à l'eau, aux services d'hygiène et à l'assainissement restent limités. La pression accrue sur des ressources peu disponibles ne fait qu'exacerber les tensions entre réfugiés et communautés hôtes.

Les résultats d'une enquête sur les intentions de retour des réfugiés centrafricains ont montré que 70% des personnes interrogées souhaitent rester au Cameroun¹¹. 16% des personnes favorables au retour considèrent partir dans un avenir proche tandis que les autres (58 800) souhaitent observer la situation avant de prendre une décision. Leur retour dépendra principalement de la stabilisation de la situation sécuritaire dans leurs zones d'origine.



OBJECTIFS

STRATÉGIQUES

La réponse humanitaire au Cameroun en 2017 va désormais s'articuler autour de quatre objectifs stratégiques retenus pour la période 2017-2020: sauver des vies et soulager la souffrance, plaider pour une meilleure protection des civils, mieux recueillir les données sur les risques et vulnérabilités et soutenir la mise en place des systèmes d'alerte précoce en renforçant les capacités et la résilience.



1 Fournir aux personnes, en situation d'urgence, une assistance coordonnée, adaptée à leurs besoins et intégrée, nécessaire à leur survie.



2 Faire un plaidoyer pour l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires.



3 Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser par groupe d'âge et de genre et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.



4 Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et aider les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

Par rapport aux objectifs stratégiques de 2016, l'Equipe Humanitaire Pays s'est engagée en 2017 à renforcer et améliorer particulièrement la réponse aux questions de protection en incluant un nouvel objectif stratégique axé sur la protection et le respect des normes qui la définissent. Cet objectif servira de pivot central à la stratégie de protection développée en 2016 et mise en œuvre par l'ensemble des acteurs humanitaires¹².

En outre, une compréhension améliorée et affinée des risques et vulnérabilités liés aux crises simultanées (urgence humanitaire et crises chroniques) que connaît le Cameroun permettra, à court et moyen terme, de renforcer la collaboration avec les acteurs de développement et, à plus long terme, de réduire le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire. Cet effort se traduit également

par la décision de l'Equipe Humanitaire Pays d'adopter un plan de réponse humanitaire pluri annuel (2017-2020) et de l'aligner au plan UNDAF (2018-2020) avec pour ambition de renforcer la résilience des populations et la capacité de réponse des acteurs nationaux au niveau national et décentralisé à mieux faire face aux chocs récurrents et à réduire le temps de relèvement post-crise.

Le processus en cours menant un diagnostic de « Relèvement et Consolidation de la Paix » (RPBA) permettra aussi de mieux articuler la complémentarité et les liens entre les différents plans et programmes de développement et humanitaires. Ce diagnostic a été demandé par le Gouvernement et sera appuyé par l'Union européenne, les Nations unies et la Banque mondiale.

STRATÉGIE DE

RÉPONSE

La stratégie de réponse cible 1,2 million de personnes – soit 41% des 2,9 millions de personnes dans le besoin – avec pour priorités de sauver des vies et de répondre aux besoins aigus et chroniques des populations les plus vulnérables. Elle couvre 4 régions prioritaires (Adamaoua, Est, Extrême-Nord et Nord) et nécessite 310 millions USD afin de répondre aux besoins les plus urgents.

Ce plan considère les besoins humanitaires actuels et sera ajusté si nécessaire.

Le contexte du Cameroun et des pays voisins ne permettant pas de faire des projections fiables sur le changement des besoins, cette stratégie de réponse ainsi que les ressources financières demandées pour sa mise en œuvre, se basent sur les besoins humanitaires tels qu'identifiés dans le document "Aperçu des besoins humanitaire¹³" (HNO). Ainsi, ce plan ne considère pas les projections relatives au mouvement de populations (sauf pour les réfugiés) ou aux nouveaux besoins qui seraient liés à des épidémies potentielles ou des catastrophes. Le cas échéant, ce plan et la demande financière seront ajustés en fonction des changements importants des besoins.

Quatre régions concentrent 98% des populations dans le besoin du pays dont 41% sont ciblées par ce plan.

La stratégie de réponse est limitée à 4 régions regroupant plus de 98% de l'ensemble des besoins humanitaires du Cameroun. Sur un total de 2,9 millions de personnes dans le besoin, ce plan cible 1,2 million de personnes soit 41% en prenant en compte la capacité de réponse des acteurs ainsi que l'accès physique et sécuritaire. Ces 2,9 millions de personnes dans le besoin, comprennent : 366 000 réfugiés (95% ciblés), 199 000 personnes déplacées internes (PDI) (97% ciblés), 36 000 retournés (anciens PDI) (89% ciblés), 448 000 personnes parmi les communautés hôtes (100% ciblés) accueillant des réfugiés et/ou PDI et 1,9 millions d'autres populations vulnérables (12% ciblés).

Parmi les 276 000 réfugiés centrafricains, 100 000 sont arrivés avant janvier 2014 et requièrent notamment une assistance focalisant sur les mécanismes d'auto prise en charge.

L'étendue du plan.

Afin d'éviter un double comptage des besoins financiers pour la réponse, chaque secteur a défini les activités relevant respectivement de la réponse humanitaire et de la réponse de développement. Cela a permis de définir ce qui est inclus dans le plan de réponse humanitaire ainsi que les éléments extérieurs reflétés dans d'autres stratégies ou plan d'assistance (développement, UNDAF, etc.).

Même si les objectifs et indicateurs de ce plan s'inscrivent dans une stratégie de quatre ans (2017- 2020) les projets et la demande financière relative sont limités à un an (1er janvier – 31 décembre 2017) et seront mis à jour annuellement.

Le leadership ou co-leadership du Gouvernement dans les structures de coordination assure la complémentarité avec d'autres stratégies et programmes.

Le Gouvernement ayant le leadership ou co-leadership des structures de coordination humanitaire au niveau national et au niveau décentralisé, la complémentarité des actions de ce plan avec les actions humanitaires et les programmes nationaux de protection sociale du Gouvernement est assurée. Afin de traiter les causes structurelles des besoins humanitaires et en vue de sortir le Cameroun de l'assistance d'urgence, la stratégie de réponse vise aussi à renforcer la collaboration et l'échange d'information entre les acteurs de développement et les acteurs humanitaires. Ainsi, ce plan pluriannuel (2017-2020) est aligné sur le prochain UNDAF (2018-2020). En ce qui concerne la réponse aux réfugiés nigériens, elle se base sur le plan de réponse régional pour les réfugiés nigériens (RRRP 2017) coordonné par le HCR.

La mixité de problématiques aiguës, structurelles et chroniques, nécessite une réponse d'urgence traitant les causes sous-jacentes des besoins.

La stratégie de réponse vise essentiellement à sauver des vies et à soulager la souffrance des plus vulnérables. A ce titre, les acteurs humanitaires mettent l'accent sur l'assistance aux personnes en situation d'urgence. Toutefois, dans la mesure où le contexte humanitaire au Cameroun se compose d'une mixité de problématiques (aigüe, structurelle et chronique), la stratégie vise aussi à traiter les causes sous-jacentes de la crise en contribuant à renforcer les capacités de résilience des populations qui subissent des chocs récurrents afin de leur permettre de réduire la durée du relèvement post-crise. Au niveau des projets, les priorités de la réponse se basent notamment sur les résultats de l'outil de comparaison (voir l'Aperçu des Besoins Humanitaires) qui évalue la sévérité des besoins par secteur et zones géographiques (au niveau des départements). La réponse est alors priorisée sur le niveau de vulnérabilité et non sur le statut (sauf pour les réfugiés).

Les considérations de mise en œuvre.

L'insécurité et les opérations militaires limitent l'accès notamment dans l'Extrême-Nord. En se fondant sur une analyse continue de la sécurité, les acteurs humanitaires continueront d'opérer dans les différents départements. Selon le changement du contexte et la faisabilité de la mise en œuvre des activités, les acteurs adapteront leurs stratégies. Une des options déjà développée à l'Est et à l'Extrême-Nord consiste à utiliser des transferts monétaires multi usages. Dans un contexte où les distributions d'aide directes sont parfois limitées en raison de l'insécurité, l'utilisation de modalités de transfert de fonds permettant aux bénéficiaires d'obtenir des biens et des services directement des commerçants locaux et fournisseurs de services, deviendra de plus en plus pertinente. Cette modalité permettra également de fournir une réponse rapide et rentable à une variété de besoins urgents, offrant dignité, flexibilité et choix aux bénéficiaires, tout en soutenant les marchés locaux.

Par ailleurs, les structures de coordination sectorielle et intersectorielle au niveau de Yaoundé et au niveau décentralisé continueront d'être renforcées et harmonisées sous le leadership de l'Equipe Humanitaire Pays. Afin de faciliter l'échange d'information entre les humanitaires et les forces armées ainsi que de promouvoir et faire respecter les principes humanitaires, la Coordination Civilo-militaire (CMCoord) sera maintenue en 2017 et appuyée par la mise en place d'une stratégie d'accès.

Les questions transversales.

La protection des civils est une des priorités transversales et doit être renforcée en 2017, notamment pour la région de l'Extrême-Nord. Pour cela, l'Equipe Humanitaire Pays continuera à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de protection nationale élaborée en 2016 par le secteur de protection. En 2017, l'Equipe Humanitaire Pays vise aussi l'amélioration de la redevabilité envers les personnes affectées en renforçant la communication avec elles sur la stratégie, les activités et l'impact de la réponse. Afin d'assurer l'accès de toutes les femmes, filles, hommes et garçons à une assistance adaptée à leurs besoins et à leurs expériences distinctes, ONU Femmes et GenCap promeuvent la prise en compte du genre à tous les niveaux de l'action humanitaire: dans la coordination, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Dans cette optique, ONU Femmes et GenCap fournissent un appui technique et renforcent les capacités ainsi que le leadership de l'ensemble des acteurs.

POINTS CLÉS

Période : 2017-2020

Couverture : 4 régions

Ciblage : 41% des besoins présents

Co-leadership avec le Gouvernement

Complémentarité avec autres plans

LE CAMEROUN DANS LA CRISE DU BASSIN DU LAC TCHAD

Le Cameroun est, après le Nigéria, le deuxième pays du Bassin du Lac Tchad le plus affecté par la violence liée à la crise en termes de nombre de personnes déplacées par le conflit et d'incidents de sécurité rapportés sur le territoire. Près de 200 000 Camerounais et 86 000 réfugiés Nigériens ont du fuir leur maisons en quête de sécurité et de protection à l'Extrême-Nord. Le montant totale pour la réponse aux besoins lié à la crise du Bassin du Lac Chad coté Cameroun s'élève à 191 millions US\$ dont 67 millions pour la réponse aux réfugiés.

PERS. DANS LE BESOIN



1,6M

PERSONNES CIBLÉES

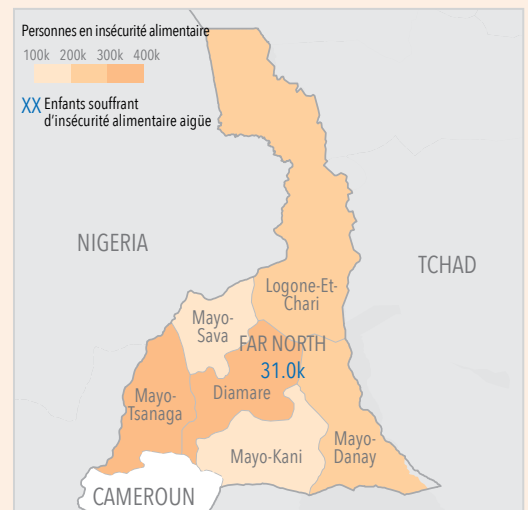
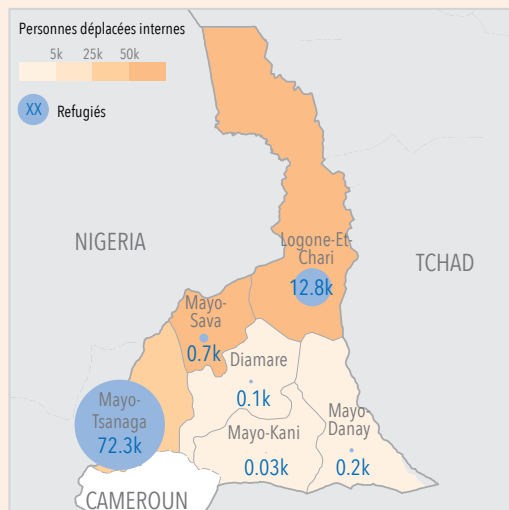


767k

BUDGET (US\$)



191M



CAPACITÉ

OPÉRATIONNELLE

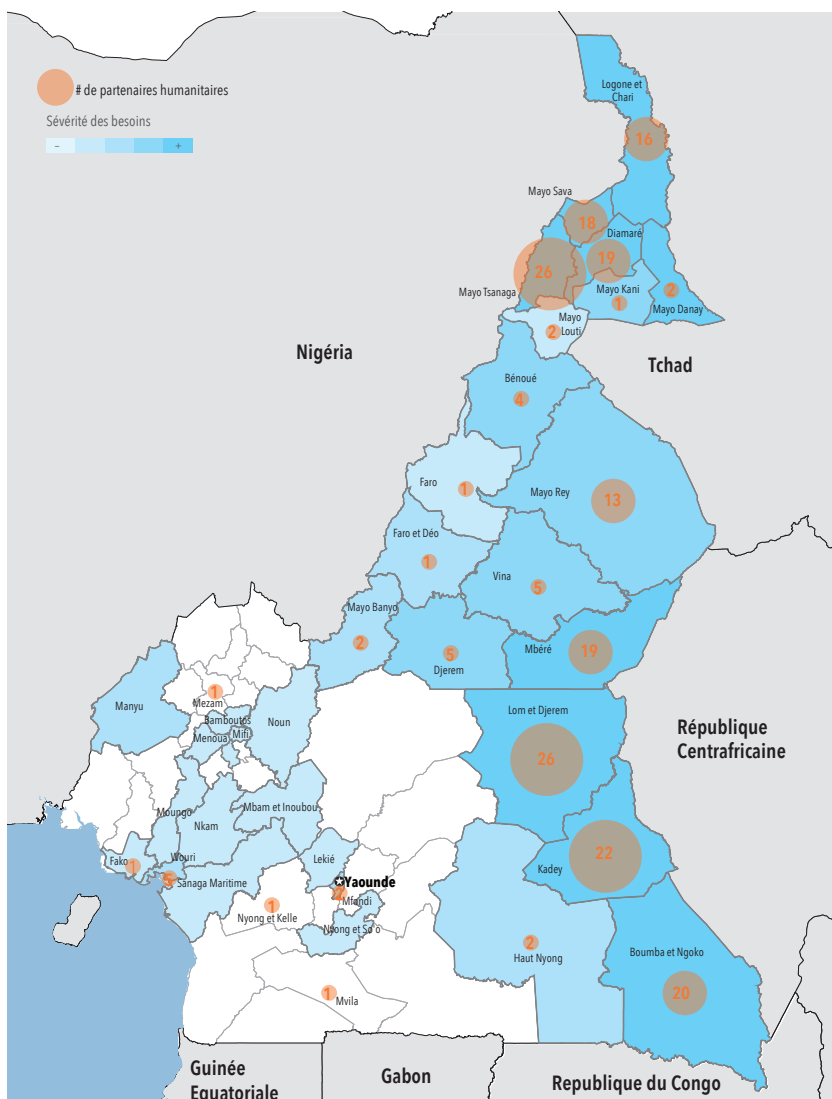
La capacité opérationnelle au Cameroun n'est pas encore à la hauteur des besoins, notamment dans le département de Logone & Chari à l'Extrême-Nord. Même si la présence des acteurs humanitaires s'est améliorée sur le terrain au cours de l'année 2016, la capacité opérationnelle doit être renforcée en 2017 afin de répondre à l'accroissement rapide des besoins.

A ce jour, 76 acteurs humanitaires, dont 12 agences UN, 30 ONGI, 26 ONG nationales, 8 Gouvernements, ainsi que 4 Mouvements Croix/Croissant Rouge sont présentes au Cameroun, dont 42 participent à ce plan.

L'année 2016 a été marquée par le renforcement des capacités opérationnelles des agences des Nations Unies et des ONGI surtout dans la région de l'Extrême-Nord. Non seulement les agences UN et les ONG ayant déjà une présence sur place ont augmenté leurs capacités en termes de personnel, mais d'autres organisations ont également ouvert des bureaux.

Etant donné les besoins importants de protection, il apparaît urgent de renforcer la capacité opérationnelle dans ce secteur.

En ce qui concerne le Gouvernement, tous les services techniques apportent un appui à la coordination en tant que leads dans les différents secteurs mais également dans la facilitation de la mise en œuvre des activités. En outre, le Gouvernement met en œuvre un programme d'assistance humanitaire au profit des déplacés internes et des populations hôtes.



DE PARTENAIRES
HUMANITAIRES

76

ACCÈS

HUMANITAIRE

Les défis de l'accès humanitaire se posent surtout dans la région de l'Extrême-Nord et, dans une moindre mesure, dans certaines localités de la région de l'Est. La principale contrainte demeure l'insécurité liée à l'activisme de Boko Haram et aux opérations militaires menées par les forces armées. L'état de délabrement avancé des axes principaux et secondaires reste un souci majeur, surtout en saison des pluies où les axes deviennent totalement impraticables.

A l'Extrême-Nord, les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava sont les plus touchés par les incidents sécuritaires. Malgré les contraintes existantes, un des développements majeurs en 2016 a été l'accès au Logone et Chari et notamment aux arrondissements les plus affectés situés le long de la frontière tels que Fotokol, Makari et Hilé Alifa permettant d'atteindre plus de 60 000 personnes restées sans assistance depuis plus d'un an.

Même si l'accès reste limité dans certaines zones, les acteurs humanitaires peuvent atteindre les populations dans le besoin dans l'ensemble des localités en appliquant des modes opératoires et des mesures de sécurité adéquates notamment par l'utilisation d'escortes armées. Cette option demeure néanmoins un dernier recours et continuera d'être évaluée en 2017 à travers la coordination civilo-militaire, pivot central des efforts menés pour faciliter les activités humanitaires et améliorer l'accès. Ces efforts sont désormais appuyés par la mise en place d'une plateforme d'accès qui s'efforcera d'apporter une analyse qui servira à l'élaboration d'une stratégie d'accès.

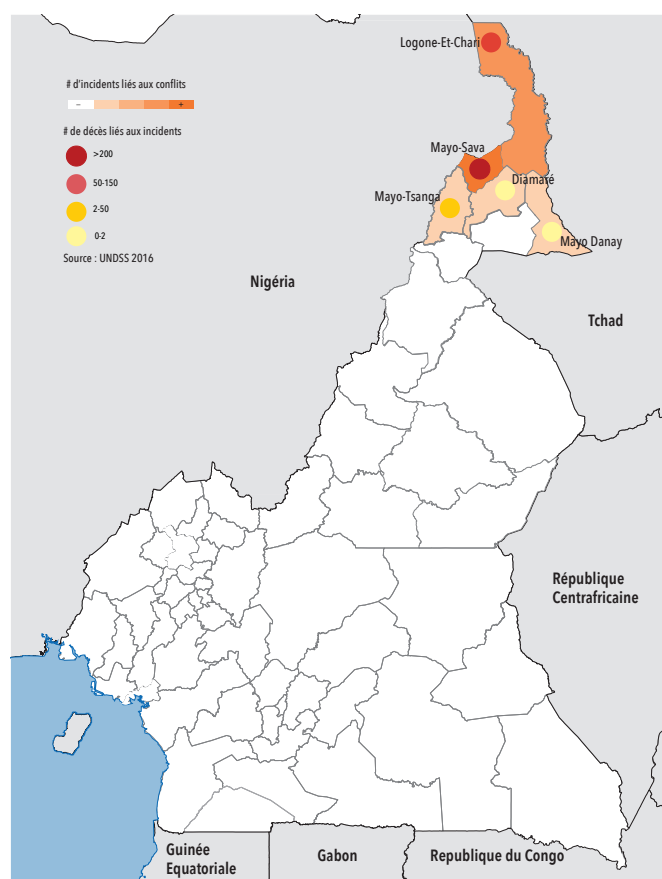
Même si l'accès reste limité dans certaines zones, les acteurs humanitaires peuvent atteindre les populations dans le besoin dans l'ensemble des localités en appliquant des modes opératoires et des mesures de sécurité adéquates notamment par l'investissement en moyens de communications fiables tels que des téléphones satellites vu la faible couverture du réseau de téléphonie mobile et l'absence de relais radio, ainsi que par l'utilisation d'escortes armées. Les escortes armées demeurent néanmoins une option de dernier recours et continueront d'être évaluées en 2017 à travers la coordination civilo-militaire, pivot central des efforts menés pour faciliter les activités humanitaires et améliorer l'accès. Ces efforts sont

désormais appuyés par la mise en place d'une plateforme d'accès qui s'efforcera d'apporter une analyse qui servira à l'élaboration d'une stratégie d'accès.

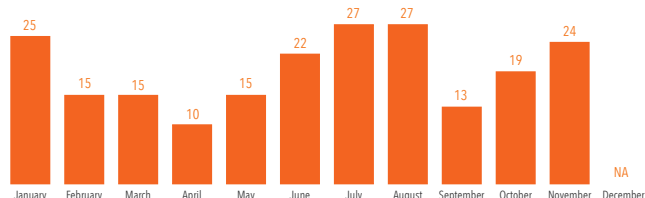
Dans la mesure où les acteurs humanitaires au Nigeria ne pourront pas accéder aux populations des localités nigériennes proches de la frontière avec le Cameroun (tel que Banki ou Gambaru), des actions transfrontalières continueront d'être menées depuis le Cameroun afin de sauver des vies.

D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ EN 2016

212



INCIDENTS RAPPORTÉS PAR MOIS



SUIVI DE LA

RÉPONSE

Afin de garantir un suivi efficace et ponctuel de la mise en œuvre de ce plan, l'Equipe Humanitaire Pays s'est engagée à utiliser le cadre de suivi de la réponse humanitaire afin d'assurer un suivi continu et transparent.

Le cadre de suivi de la réponse humanitaire identifie les éléments qui feront l'objet d'un suivi, la méthodologie à appliquer ainsi que la fréquence du suivi. Il définit les responsabilités en matière de suivi et d'analyse tout en établissant un calendrier pour la publication des rapports, dont ceux de suivis périodiques (Periodic Monitoring Reports) ainsi que les tableaux de bord humanitaires.

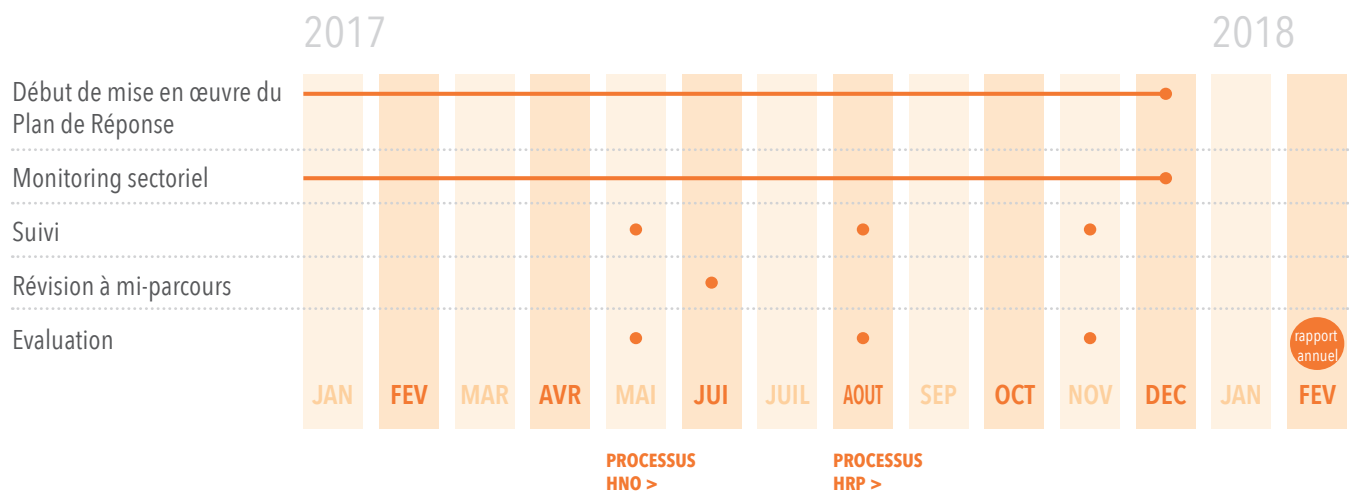
Tout en mettant à disposition du Coordinateur Humanitaire et de l'Equipe Humanitaire Pays une base de connaissances solide pour éclairer la prise de décision sur la manière de renforcer la réponse humanitaire, de pallier aux défaillances et, si nécessaire, de mettre à jour le Plan de Réponse 2017, ce cadre de suivi vise à renforcer la redevabilité de la

communauté humanitaire à l'égard des populations touchées, des bailleurs de fonds et des partenaires locaux dans le pays¹⁴.

L'outil de rapportage en ligne (ORS¹⁵) soutient la collecte des données sur les réalisations en cours et permettra la production régulière de rapports de suivi des activités des projets ainsi que d'indicateurs sectoriels. Des rapports consolidés par trimestre (PMR) ainsi que des tableaux de bord humanitaires seront préparés sur la base des données enregistrées dans ORS.

Les ressources financières font également l'objet d'un suivi sur la plate-forme en ligne du service de surveillance financière¹⁶.

CALENDRIER DU CYCLE DE PROGRAMME HUMANITAIRE



RÉSUMÉ DES

BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

PERSONNES DANS LE BESOIN



Près de 98% des 2,9 million de personnes dans le besoin sont concentrés dans 4 régions. Ce plan cible 1,2 million de personnes soit 41% des besoins de tout le Cameroun en tenant compte de la capacité de réponse des acteurs, les possibilités d'accès physique et les conditions sécuritaires. 58% du budget total demandé pour ce plan est destiné à la réponse aux réfugiés.

- **Extrême-Nord** : 55% de tous les besoins humanitaires du pays – soit 1,6 million de personnes - sont concentrés dans cette région, y compris 199 000 personnes déplacés internes, 36 000 retournés (anciens PDI), 86 400 réfugiés nigériens, 240 500 populations hôtes et plus d'un million d'autres personnes vulnérables. 47% des besoins de la région – dont presque tous les réfugiés, PDI, retournés et hôtes - sont ciblés par ce plan.
- **Adamaoua** : 18% des besoins humanitaires du pays, ou 499 000 personnes, se trouvent dans cette région, y compris 71 500 réfugiés centrafricains,

PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



55 300 populations hôtes et 372 000 autres populations vulnérables. 28% des besoins de la région sont ciblés par ce plan, incluant tous les réfugiés et populations hôtes.




- **Nord** : 14% des besoins humanitaires du pays, ou 390 000 personnes – se trouvent dans la région du Nord, y compris 7 100 réfugiés centrafricains, 17 700 populations hôtes et 365 200 autres personnes vulnérables. 11% des besoins de la région sont ciblés par ce plan, incluant l'ensemble des réfugiés et des personnes issues des communautés hôtes.
- **Est** : 13% des besoins humanitaires du pays, ou 377 000 personnes – se trouvent dans la région de l'Est, y compris 180 500 réfugiés centrafricains, 135 600 populations hôtes et 61 000 populations vulnérables. 85% des besoins de la région sont ciblés, incluant tous les réfugiés et toutes les populations hôtes.

14

	TOTAL		PAR STATUT								PAR SEXE & AGES		BUDGET	
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Réfugiés Nigéria	Réfugiés CAR <jan14	Réfugiés CAR >jan14	Autres nationalités	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés (anciens PDI)	Pers accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% Femme	% Enfants, adultes pers. âgées	Réfugiés	Total
Abriset NFI	656K	382K	86k	1k	66k		154k	26k	49k		53%	60 / 36 / 4%	0.4M	6M
Eau Hygiène et Assainissement	813K	531K	84k	47k	68k		86k		246k		51%	58 / 38 / 4%	12M	25M
Education	450K	308K	43k	35k	54k		21k		155k		51%	100 / 0 / 0%	8M	16M
Nutrition	516K	248K	17k	11k	22k		58k		73k	67k	58%	86 / 14 / 0%	4M	19M
Protection	1M	1M	86k	101k	158k		193k	32k	448k		53%	60 / 36 / 4%	7M	21M
Protection d'enfance	580K	258K	45k	29k	45k		59k	2k	78k		51%	100 / 0 / 0%		
VSBG	454K	426K	43k	56k	93k		77k	13k	144k		52%	44 / 48 / 8%		
Relèvement Précoce	1M	536K	86k	101k	158k		65k	9k	117k		51%	60 / 36 / 4%	14M	27M
Santé	1.5M	1.2M	86k	101k	158k		193k	32k	448k	179K	51%	53 / 40 / 7%	4M	15M
Sécurité Alimentaire	2.8M	848K	86k	15k	158k		136k	5k	448k		51%	58 / 38 / 4%	48M	91M
Coordination														8M
Réponse multi-sectorielle pour les réfugiés NGA	86K	86K	86k						20k		51%	58 / 38 / 4%	33M	33M
Réponse multi-sectorielle pour les réfugiés RCA	276K	259K		101k	158k				205k		51%	58 / 38 / 4%	49M	49M
TOTAL	2,9M	1,2M	86K	101K	158K		193K	32K	448K	179K	51%	58 / 38 / 4%	179,5M	310M

PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

-  Abris et besoins non-alimentaires
-  Eau, Hygiène et Assainissement
-  Education
-  Nutrition
-  Protection
-  Protection de l'enfant
-  Violences sexuelles basées sur le genre
-  Relèvement précoce et résilience
-  Santé
-  Sécurité alimentaire

-  Coordination
-  Plan de réponse pour les réfugiés centrafricains
-  Plan de réponse pour les réfugiés nigériens

Guide du donateur

PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



ABRIS OBJECTIF 1 :

1 Des abris et infrastructures sont établis, améliorés et entretenus pour les populations dans le besoin.

ABRIS OBJECTIF 2 :

2 Les populations dans le besoin disposent d'articles domestiques de base, en quantités suffisantes

ABRIS ET BESOINS NON-ALIMENTAIRES



La République du Cameroun continue de subir les conséquences, non seulement de la déstabilisation des pays voisins (RCA, Nord Nigeria), mais aussi des exactions du groupe armé Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord. Ces facteurs sont de nature à provoquer des mouvements massifs de réfugiés vers le Cameroun et le déplacement des populations vers l'intérieur du pays. En réponse à cette crise dans le Bassin du lac Tchad, ce plan de réponse du secteur Abris/NFI couvre les besoins des personnes déplacées internes et des populations hôtes dans la région de l'Extrême Nord. Les besoins en matière d'abris et non-vivres des réfugiés centrafricains et nigériens sont couverts dans le plan de réponse pour les réfugiés.

Dans la région de l'Extrême-Nord, il y a à la fois des réfugiés nigériens et des déplacés internes qui, souvent, vivent en communautés. A ceux-ci, s'ajoutent les populations hôtes qui sont devenues aussi vulnérables que les réfugiés et déplacés internes, en raison de l'insuffisance des ressources naturelles, des abris et du matériel domestique non-alimentaire qu'elles doivent désormais partager avec les nouveaux venus. L'insécurité dans la région du Bassin du lac Tchad continue d'avoir un impact très négatif sur l'économie et le commerce à travers la région, entraînant des interruptions de la chaîne d'approvisionnement en matériaux de construction et d'autres articles ménagers ainsi qu'une hausse des prix. Le secteur abris/NFI estime à plus de 200 000 personnes, les populations hôtes qui se retrouvent dans le besoin, du fait des exactions perpétrées par Boko Haram. Le besoin en abris et en matériels domestiques non-alimentaires est l'une des grandes préoccupations à laquelle font face ces populations vulnérables. Les déplacés internes fuyant les exactions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord sont estimés, selon le dernier sondage réalisé en Octobre 2016 par OIM (DTM), à 199 000 personnes déplacées et 36 000 PDI qui sont entre-temps retournées dans leurs villages d'origines.

Il ressort de l'analyse du Groupe sectoriel NFI/abris des résultats de l'évaluation multisectorielle menée en juillet 2016, que, 80% des déplacés ont

besoin de matériels domestiques non-alimentaires (NFI) et 63% d'abris d'urgence. Afin de faire face à cette crise en 2017, les acteurs humanitaires et le Gouvernement camerounais travailleront en synergie pour :

Faciliter l'accès des PDI et particulièrement les personnes vulnérables à un abri adéquat, à travers la distribution des kits abris d'urgence. C'est dans ce contexte que le secteur a planifié de distribuer à un minimum de 25 000 ménages, des kits d'abris d'urgence (63% des déplacés) ;

Fournir des kits abris transitionnels pour les ménages retournés vulnérables, afin de leur permettre de rénover ou de reconstruire les anciens abris en matériaux semi-durables, avec la participation de la communauté ciblée. C'est ainsi que le secteur compte appuyer les ménages vulnérables PDI retournés à s'installer dans leur milieu d'origine à travers la distribution de 4000 kits NFI et 2000 kits abris transitionnels ;

Fournir des kits NFI aux nouveaux PDI et renouveler régulièrement certains éléments de leurs NFI, en fonction des besoins (moustiquaire, couvertures, nattes, kits de cuisine, kits hygiéniques etc.). Le secteur compte donc distribuer à 31 823 ménages, des kits NFI (80% des ménages déplacés).

Les activités prioritaires 2017 identifiées par le groupe de travail NFI & Abris en faveur des réfugiés Nigériens et définies dans le RRRP sont :

- La construction de 5000 abris d'urgence familiaux aux nouveaux réfugiés arrivés dans le camp de Minawao ;
- La construction de 3500 abris transitionnels aux ménages vulnérables dans le camp ;
- La distribution de 9000 kits abris transitionnels aux ménages non vulnérables pour leur permettre de transformer leurs abris d'urgence familiale en abris transitionnels ;
- La distribution de 1000 kits outils communautaires de construction ;
- La distribution de 15000 kits NFI à tous les ménages du camp

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	217K	159K	29K	251K	-	53%	60% 36% 4%
PERS. CIBLÉES	153K	154K	26K	49K	-	53%	60% 36% 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$411K	\$5,2M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

CONTACT

Pepe Sakouvogui
Coordonnateur du
Secteur Abri/NFI
sakouvo@unhcr.org

PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



EHA OBJECTIF 1 :

1 L'accès des populations vulnérables en situation d'urgence aux services adéquats d'eau, d'hygiène et d'assainissement est amélioré.

EHA OBJECTIF 2 :

2 La réponse EHA intégrée, coordonnée et basée sur les évidences dans les situations de crises humanitaires est renforcée.

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT



Analyse sectorielle

Le faible accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les régions affectées est accentué par les déplacements de populations internes et transfrontalières. Cette situation contribue également à la dégradation de la situation nutritionnelle des habitants et en particulier des femmes et des enfants. Le risque d'épidémie de choléra demeure élevé dans ces zones considérées comme endémique. Face à cette situation, on observe un nombre croissant d'acteurs intervenant dans la réponse eau, hygiène et assainissement.

Priorités sectorielles

La pratique de la défécation à l'air libre dans les zones ciblées étant généralisée et le risque de choléra permanent, les communautés dont l'accès aux services d'eau est au-delà du seuil d'urgence (500 personnes/point d'eau) et qui accueillent les populations déplacées du fait des conflits seront prioritaires dans la réponse. Les hommes, femmes et enfants vivant dans les sites et abris temporaires bénéficieront d'une attention de premier plan dans la fourniture de services.

Afin d'assurer une réponse intégrée, les mécanismes de coordination interne et externe avec les secteurs nutrition, éducation, et santé seront poursuivis et renforcés. Un accent sera également mis sur l'harmonisation des interventions dans la collecte, synthèse et analyse d'information du secteur pour la prise de décision.

Intervention et réponse sectorielle

La réponse humanitaire dans le secteur eau, hygiène et assainissement permettra de fournir aux populations affectées des services d'eau potable à travers la construction et la réhabilitation des points d'eau, des services d'hygiène et d'assainissement à travers la construction de latrines dans les camps, sites et abris et la fourniture de matériels et équipements d'hygiène. Dans les communautés hôtes, l'accent sera mis sur la participation communautaire via une communication pour le changement de comportement visant à l'adoption des bonnes pratiques et le renforcement des connaissances et aptitudes en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement à l'endroit des personnes affectées.

Coordination et suivi de la réponse WASH

Le renforcement de la résilience des communautés s'appuiera sur la durabilité des interventions, et l'appropriation de la réponse humanitaire par les communautés et communes des zones affectées.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE			
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		
PERS. DANS LE BESOIN	261K	133K	-	344K	75K	51%	58%	38%	4%
PERS. CIBLÉES	198K	86K	-	246K	-	51%	58%	38%	4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$12M	\$13M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)			

CONTACT

Hubert ONIBON
Spécialiste EHA

honibon@unicef.org

PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



ÉDUCATION OBJECTIF 1 :

1 Améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les enfants âgés de 3 à 17 ans affectés par le conflit.

ÉDUCATION OBJECTIF 2 :

2 Améliorer les résultats/les acquis scolaires des enfants âgés de 3 à 17 ans affectés par le conflit.

ÉDUCATION OBJECTIF 3 :

3 Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser par groupe d'âge et de genre et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

ÉDUCATION OBJECTIF 4 :

4 Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et soutenir les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

CONTACT

Beatrice N. Wakimunu-Lélias
Chef de file Education

bwakimunulelias@
unicef.org

ÉDUCATION

Une éducation de qualité dans un environnement protecteur

Dans le contexte de crises multiples qui caractérise la situation du Cameroun, la vulnérabilité des enfants se trouve particulièrement accrue par les risques d'enrôlement pour les garçons et d'abus et mariage précoce pour les filles. Assurer un accès continu à une éducation de qualité dans un environnement protecteur pour tous les enfants affectés par les crises dans les quatre régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord constitue la priorité du secteur éducation. L'analyse des besoins humanitaires fait ressortir ces quatre régions comme prioritaires ; l'Extrême Nord étant la zone la plus vulnérable.

La stratégie sectorielle du secteur Éducation vise deux objectifs principaux, à savoir :

l'amélioration de l'accès à l'éducation des enfants (3-17 ans) affectés et ceux des communautés hôtes, l'amélioration de la qualité de l'encadrement pédagogique et de la sécurité de l'environnement scolaire dans les zones affectées.

Le renforcement des capacités de réponse du secteur aux crises humanitaires.

Les interventions du secteur éducation concerneront aussi bien le cycle préscolaire, primaire et secondaire que les offres d'éducation non formelle. Le plan de réponse du secteur comprend des actions conjointes avec les secteurs WASH et Protection.

Interventions principales

Pour l'amélioration de l'accès à l'école, les interventions du secteur porteront sur les actions de sensibilisation et de mobilisation communautaire, l'accroissement de la capacité d'accueil ainsi que la diversification de l'offre

d'éducation. Un accent sera mis sur l'offre d'éducation alternative pour l'insertion des enfants adolescents âgés de 10 à 17 ans hors de l'école et n'ayant jamais été scolarisés.

Pour les aspects relatifs à la qualité de l'éducation, le secteur s'attellera à la formation des enseignants en éducation en situation d'urgence et à la mise en œuvre de mesures suivantes : programmes alternatifs, encadrement pédagogique, soutien psychosocial et protection de l'environnement scolaire. Le secteur éducation va travailler en synergie avec les secteurs WASH et Protection à la réhabilitation et/ou construction des infrastructures d'eau, hygiène et assainissement, des latrines séparées filles/ garçons et à la protection des enfants dans les écoles. Dans le but de renforcer la préparation et la capacité de réponse, le secteur envisage l'établissement d'un stock de contingence et le renforcement des capacités des officiels dans la coordination et la gestion des crises.

Dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2017, le secteur éducation cible 21 000 PDI dont (11 000 filles) sur une population de déplacés internes estimée à près de 40 000 enfants. Pour les enfants issus des communautés hôtes, le secteur cible 155 000 (dont 78 000 filles) sur un total de 209 000 enfants. La cible totale pour les PDI et les communautés hôtes pour la réponse humanitaire de 2017 est d'environ 176 000 enfants.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	205K	36K	-	209K	-	51%	100%
PERS. CIBLÉES	131K	21K	-	155K	-	51%	100%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$8M			\$8M			

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)





PERS. DANS LE BESOIN


516K

PERSONNES CIBLÉES


248K

BUDGET (US\$)


19M

DE PARTENAIRES


14

NUTRITION OBJECTIF 1 :

1 Améliorer l'accès aux programmes de prévention de la malnutrition et de contrôle des carences en micronutriments pour les populations les plus vulnérables (enfants âgés de 6-59 mois et femmes enceintes et allaitantes) dans 4 régions prioritaires au Cameroun.

NUTRITION OBJECTIF 2 :

2 Améliorer l'accès aux programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) à au moins 75% des populations vulnérables (garçons et filles entre 0-59 mois, femmes enceintes et allaitantes) dans 4 régions prioritaires au Cameroun.

NUTRITION OBJECTIF 3 :

3 Assurer une réponse nutritionnelle coordonnée et efficace à toutes les populations touchées dans les 4 régions prioritaires au Cameroun.

NUTRITION

Le plan stratégique propose de renforcer la réponse à toutes les priorités humanitaires afin de réduire la mortalité et morbidité liées à la malnutrition et de protéger le statut nutritionnel des personnes les plus vulnérables, enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et allaitantes, qui sont plus à risque de tomber malade et décéder.

Un enfant souffrant de malnutrition aiguë sur deux se retrouve dans la région de l'Extrême Nord.

Au regard de l'analyse des besoins humanitaires, 4 régions prioritaires, l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est seront ciblées par le plan de réponse. L'Extrême-Nord constitue la zone la plus vulnérable avec un enfant malnutri aigu sur deux retrouvé dans la région. Un enfant malnutri sur 4 environ est originaire de la zone Logone et Chari/Mayo Sava, la plus impactée par la crise des déplacements internes.

Les stratégies de mises en œuvre ont pour objectif de renforcer les capacités en matière de dépistage et de prise en charge de la malnutrition aiguë en ambulatoire et hospitalière, pour les populations les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes/allaitantes), avec un renforcement des stratégies à base communautaire. Dans cette situation, les mécanismes de suivi-évaluation et d'approvisionnement sont renforcés pour assurer une réponse efficace.

Les acteurs apporteront une approche d'urgence accompagnée d'une approche de renforcement des systèmes afin d'améliorer la capacité de résilience des populations. Les aspects en lien avec le renforcement des mesures de prévention de toutes formes de malnutrition

seront poursuivis et mis à l'échelle pour éviter toute dégradation et contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle dans les zones d'intervention. Ces stratégies s'articuleront autour des programmes d'alimentation de couverture (Blanket Supplementary Feeding programme), de promotion des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (ANJE-U) et des programmes de supplémentation en micronutriments.

Assurer une réponse de qualité dans un contexte de réduction de l'espace humanitaire

Les stratégies prennent en compte la problématique de restriction de l'accès à certaines populations particulièrement dans l'Extrême-Nord (IDP et population hôte), afin de promouvoir une couverture minimale des activités sans interruption de l'aide.

Le plan de réponse prend également en compte la nécessité de mettre en place des synergies et des actions conjointes avec d'autres secteurs comme la santé, la sécurité alimentaire, l'eau, hygiène et assainissement et la protection. Les interventions « WASH in Nut » au bénéfice des enfants malnutris aigus dans les structures de prise en charge et dans les communautés et ménages qui ont des enfants malnutris admis dans les centres seront poursuivies.

Les mécanismes de coordination se concentreront sur l'analyse et la collecte de l'information pour faciliter l'identification et la priorisation des besoins tout en assurant l'identification des gaps et des duplications dans la réponse.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET ÂGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & ÂGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	64K	61K	8K	75K	308K	58%	86% 14%
PERS. CIBLÉES	50K	58K	-	73K	67K	58%	86% 14%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$4M	\$15M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

CONTACT

Roger Sodjinou
 Chef section Nutrition
 rsodjinou@unicef.org

PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



PROTECTION OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par la crise, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale.

PROTECTION OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits

PROTECTION OBJECTIF 3 :

3 Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non-discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

PROTECTION

En 2016, le conflit et la violence suscités par les activités de Boko Haram dans les pays du Bassin du Lac Chad ont continué à déstabiliser l'Extrême-Nord du Cameroun, avec une forte insécurité qui a provoqué des nouveaux déplacements de population tout au long de l'année. La situation a été caractérisée par des multiples attentats – souvent commis par des femmes et des enfants – des attaques contre les populations civiles, des enlèvements et meurtres ainsi que la destruction et le vol de biens.

La population de personnes déplacées s'élève en septembre 2016 à environ 199 000 personnes, dont environ 30 000 vivent dans des sites spontanés et le reste au sein des communautés hôtes, elles aussi fortement affectées par la crise. Dans les zones de déplacement, les déplacés continuent à faire face à des conditions de vie précaires, aux risques de violences et à un accès inadéquat aux services. Les mesures de sécurité mises en œuvre par les autorités camerounaises et la Force Multinationale ont aussi eu un impact sur la liberté de circulation des populations, affectant ainsi leurs perspectives d'autonomisation.

Pour répondre à cette situation en 2017, la communauté humanitaire travaillera avec le Gouvernement camerounais autour des axes suivants :

- Renforcer les systèmes de monitoring de protection dans les départements de l'Extrême-Nord afin de disposer d'une analyse évolutive de la situation de protection. Consolider les mécanismes de référencement et de prise en charge afin de permettre aux personnes affectées d'avoir accès aux services adaptés, avec un accent particulier sur les enfants et les survivant(e)s de violences ;

- Renforcer les capacités des autorités administratives, militaires et traditionnelles pour leur permettre d'assurer la protection des personnes dans le besoin ;
- Améliorer l'accès à l'assistance juridique en développant la capacité des autorités et autres acteurs judiciaires et en renforçant le suivi de la situation de détention ;
- Assurer un plaidoyer régulier et actif auprès des autorités sur les questions de protection prioritaires (liberté de mouvement, accès à la documentation, VBG, protection de l'enfance, etc.)
- Contribuer au renforcement des mécanismes de protection communautaire et de la résilience des communautés en s'appuyant sur les capacités d'autoprotection existantes.
- Développer les capacités des structures étatiques en charge de la documentation et assurer la sensibilisation des populations afin de faciliter l'accès aux documents d'identité et d'état civil. Faire un plaidoyer auprès des autorités pour la mise en place d'un programme spécial pour la documentation avec un coût réduit en vue de la résolution progressive des questions liées aux risques d'apatridie dans l'Extrême-Nord.

Un aperçu des interventions de protection en faveur des réfugiés est disponible dans les chapitres sur la réponse aux réfugiés du présent document et dans le RRRP pour les réfugiés nigériens.



RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE			
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		
PERS. DANS LE BESOIN	345K	199K	36K	448K	-	53%	60%	36%	4%
PERS. CIBLÉES	345K	193K	32K	448K	-	53%	60%	36%	4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$7M	\$14M							

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

CONTACT

Roseline OKORO
Représentante
Adjointe,
UNHCR

okoro@unhcr.org

PERS. DANS LE BESOIN



580K

PERSONNES CIBLÉES



258K

PROTECTION OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par la crise, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale.

PROTECTION OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

PROTECTION OBJECTIF 3 :

3 Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non-discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

PROTECTION DE L'ENFANT

En matière de protection de l'enfant, l'accent sera mis, d'une part, sur la réponse aux enfants déplacés internes, aux enfants réfugiés et aux enfants des communautés hôtes, et d'autre part sur la prévention des différentes formes d'abus, de violences, d'exploitation et de négligence à l'encontre des enfants affectés par les conflits.

La stratégie est guidée par un mécanisme de coordination qui, dans le cadre du groupe de travail Protection, s'appuie sur un sous-groupe protection de l'enfant pour coordonner la mise en œuvre des priorités suivantes :

- Renforcer le système d'identification, de documentation, de recherche et réunification familiale des enfants non-accompagnés tout en assurant leur placement/prise en charge temporaire et leur suivi dans des familles d'accueil temporaire ;
- Renforcer l'appui psychosocial à travers le soutien aux mécanismes communautaires de protection de l'enfant tels que les comités de protection, espaces amis des enfants, clubs/réseaux des adolescents ;
- Prévenir, identifier et prendre en charge les enfants victimes de mariages et de violences sexuelles en collaboration étroite avec le sous-groupe GBV ;
- Mettre en place un protocole de remise des enfants en détention pour suspicion d'association aux groupes armés, des FDS/FMO aux services sociaux pour leur libération et réinsertion en familles/communautés ;
- Identifier les enfants suspectés d'association aux groupes armés et interceptés par les forces de défense et de sécurité et assurer leur prise en charge et leur réintégration familiale et communautaire ;

- Mettre en place un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises à l'encontre des enfants ;
- Mettre en place des stratégies avancées pour assurer l'enregistrement des naissances de tous les enfants à travers une collaboration étroite entre les centres d'état civil, la justice, l'éducation et les formations sanitaires ;
- Renforcer les capacités des structures étatiques chargées de la protection de l'enfance (centres sociaux, centres d'accueil, centres de promotion de la femme et de la famille...) pour la prise en charge des enfants et la dynamisation de ces structures dans les zones affectées.

Un aperçu des interventions de protection de l'enfant en faveur des réfugiés est disponible dans les chapitres sur la réponse aux réfugiés.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	200K	122K	20K	238K	-	51%	100%
PERS. CIBLÉES	119K	59K	2K	78K	-	51%	100%
BESOINS BUDGÉTAIRES							

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

CONTACT

Daniela Luciani
Chef de file sectoriel
 dluciani@unicef.org

PERS. DANS LE BESOIN



454k

PERSONNES CIBLÉES



426k

PROTECTION OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par la crise, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale.

PROTECTION OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

PROTECTION OBJECTIF 3 :

3 Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non-discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

VIOLENCES SEXUELLES BASÉES SUR LE GENRE

Dans le cadre de la crise humanitaire qui sévit dans la Région de l'Extrême-Nord, les femmes et filles sont les plus exposées à la violence sexuelle et sexiste, y compris les viols, les agressions sexuelles, la violence physique, économique ou émotionnelle. Ces violences concernent, outre les femmes et filles réfugiées qui ont subi de graves traumatismes en plus des exactions physiques du fait du conflit avec Boko Haram, aussi bien les femmes et filles déplacées internes et celles des communautés hôtes, parfois utilisées comme kamikazes.

Plusieurs interventions sont mises en œuvre par les partenaires techniques et financiers de la communauté humanitaire du Cameroun à travers une réponse multisectorielle, et holistique, centrée sur les survivantes avec l'appui du Gouvernement.

L'objectif de ces interventions est de fournir aux survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre, une prise en charge holistique de qualité (psychosociale, médicale, juridique et judiciaire, économique). Les stratégies mises en route portent d'une part sur la prévention des violences à travers des actions de sensibilisation et de mobilisation visant à susciter le changement de comportement au sein des communautés ; d'autre part la mise en place des dispositifs de prise en charge adéquate des survivantes. Il est également prévu des actions de renforcement des capacités des forces de maintien de l'ordre, autorités administratives et judiciaires et des travailleurs sociaux dans la prévention et la gestion des VBG dans leurs domaines respectifs.

Au vu de la forte prévalence des mariages précoces et forcés, tant au niveau des communautés que concernant les filles/femmes enlevées par certains groupes, il apparaît primordial de répondre spécifiquement à ces questions dans le cadre d'une stratégie intégrée avec les acteurs de la protection de l'enfant, à travers la sensibilisation des communautés, le plaidoyer en direction des leaders traditionnels et religieux, y compris des hommes en tant que détenteurs de pouvoir au sein des communautés.

Les Procédures Opérationnelles Standards récemment élaborées et validées sont un cadre approprié pour des interventions et des réponses efficaces, dans le respect des rôles et responsabilités de chaque secteur. Elles viennent renforcer le système de référencement et de prise en charge des survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre. Il s'agira également de renforcer les structures de prise en charge en ressources humaines et matérielles dans l'optique de les rendre plus aptes à mieux accompagner et prendre en charge les cas de VBG/VS.

Enfin, il sera question de mettre en place un système de la collecte de données harmonisées sur les VBG à travers le système VBG IMS, de renforcer la coordination des interventions de VBG à l'Extrême-Nord, et de renforcer le plaidoyer pour l'intégration des conventions et textes spécifiques dans les lois nationales en vue d'une meilleure internalisation de leurs dispositions.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE			
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		
PERS. DANS LE BESOIN	216K	79K	15K	144K	-	53%	44%	48%	8%
PERS. CIBLÉES	192K	77	13	144K	-	53%	44%	48%	8%
BESOINS BUDGÉTAIRES									

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

CONTACT

Angélique Dikoume

adikoume@unfpa.org



PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



RP OBJECTIF 1 :

1 Des informations actualisées, fiables, harmonisées et désagrégées sur les catastrophes naturelles et anthropiques et leurs impacts.

RP OBJECTIF 2 :

2 Les capacités de résilience, de réduction des risques et conflits, de promotion la cohésion sociale, d'adaptation, de réponse et de relèvement face aux chocs tant aux niveaux institutionnel, communautaire qu'individuels sont renforcées.

RP OBJECTIF 3 :

3 La manière intégrée et inclusive de mener les activités de relèvement économique et social des individus, ménages, communautés, organisations de la société civile, et du secteur privé dans un environnement préservé permet une autonomisation durable.

RELÈVEMENT PRÉCOCE ET RÉSILIENCE

Le plan stratégique du secteur relèvement précoce et résilience vise à soutenir et accélérer le relèvement socio-économique des populations affectées par les conflits et les crises climatiques, économiques et sociales dans les quatre régions prioritaires (Extrême- Nord, Nord, Adamaoua et Est) du Cameroun, en accordant une attention particulière à l'Extrême-Nord, région la plus lourdement touchée par ces multiples chocs.

La stratégie s'appuie notamment sur la création d'activités génératrices de revenus (AGR), d'emplois d'urgence à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) visant particulièrement la construction ou réhabilitation d'infrastructures publiques ou productives au niveau communautaire, n'étant pas couvertes par les autres secteurs pour les groupes les plus affectés. La stratégie mise également sur la formation professionnelle, les activités de réinsertion sociale et de prévention de la violence extrême. Les réfugiés, ceux de longue date, personnes déplacées internes (PDI), PDI retournées et populations hôtes et locales sont essentiellement visés par ces mesures.

Parallèlement, le secteur entend également, à travers l'assistance financière, technique et/ou en nature, accélérer le relèvement de petites et microentreprises, dont les entreprises agricoles familiales, en procurant aux individus ou ménages dans le besoin un soutien immédiat à la création ou reconstitution d'actifs productifs et moyens de subsistance. Il est permis de penser que cette assistance au relèvement de petites et

microentreprises agricoles permettra également aux populations affectées de faire face au déficit vivrier actuel et chronique de certaines régions prioritaires.

Le secteur tentera aussi de soutenir l'organisation et la tenue d'activités de renforcement de cohésion sociale et d'intégration/réintégration sociale de groupes particuliers (ex. réfugiés, PDI, retournés, jeunes, femmes, enfants).

Dans le même esprit, le secteur cherchera à renforcer les connaissances et les capacités des personnes et des autorités locales concernant la prévention et la gestion des crises et des conflits, la prévention et la réduction de la violence extrême, la protection et de la sécurité des populations, les principes d'inclusion, les droits humains, les libertés fondamentales.

Il s'agira également de soutenir les efforts de relèvement et de renforcement de la résilience des communautés affectées en y établissant des comités locaux de gestion des risques, catastrophes et crises. La mise en place ou le renforcement des systèmes d'alerte précoce au sein des communautés vulnérables affectées fait également partie du plan stratégique du secteur.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE			
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		
PERS. DANS LE BESOIN	366K	199K	36K	448K	-	51%	60%	36%	4%
PERS. CIBLÉES	345K	65K	9K	117K	-	51%	60%	36%	4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$14M	\$13M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)			

CONTACT

Cyprien Gangnon,
Senior Project Manager,

cyprien.gangnon@undp.org

PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



SANTÉ OBJECTIF 1 :

1 Les populations vulnérables ont accès aux soins de santé essentiels de qualité.

SANTÉ OBJECTIF 2 :

2 Les capacités des régions à haut risque à anticiper et répondre aux urgences sanitaires sont renforcées.

SANTÉ OBJECTIF 3 :

3 Assurer la disponibilité de l'information de qualité sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité pour une meilleure planification humanitaire.

SANTÉ

Près de 1,5 million de personnes auront besoin d'assistance pour répondre à leurs besoins de santé essentiels en 2017, soit 27% de plus que l'année précédente. L'insuffisance des infrastructures de santé, de services d'hygiène et d'assainissement adéquats et la faible couverture vaccinale des populations favorisent la résurgence des épidémies notamment de rougeole et de choléra. Fin 2016, il y a encore en cours: une épidémie de rougeole à Kolofata, une épidémie de poliomyélite à Gwoza (limitrophe du Cameroun), des cas sporadiques de choléra jusqu'ici contrôlés, une épizootie de grippe aviaire et une de variole du singe. Dans l'Extrême Nord, l'insécurité a réduit l'accès aux services de santé de base pour plus de 350 000 Camerounais alors que 25 formations sanitaires ne sont plus fonctionnelles (destruction, manque d'accès pour la population ou départ du personnel). L'afflux continu des réfugiés nigériens et centrafricains, les déplacements internes des populations et les urgences sanitaires ajoutent une pression supplémentaire sur des services de santé déjà dépassés.

Les enfants, les femmes en âge de procréer et les personnes âgées sont les plus affectés ainsi que les personnes ayant des besoins de santé spécifiques comme les malades chroniques (VIH, diabète, maladies cardiovasculaires etc.) Les attentats-suicides ont diminué en 2016 mais il y a cependant eu des blessures de guerre et d'explosion de mines, pathologies pour lesquelles les personnels de santé et les structures de santé sont mal préparés et mal équipés. Néanmoins, la très grande majorité de ces personnes (1,2 million des 1.5 million dans le besoin) se trouve dans 4 régions du Cameroun (Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord) et ces dernières sont donc la cible choisie pour le plan de réponse.

Le premier objectif de la réponse du secteur santé vise à accroître l'accès des populations vulnérables

aux soins de santé essentiels de qualité. Ceci inclut les soins de santé primaire essentiels, les soins de santé reproductive et de l'enfant de qualité (accouchement, vaccination), ainsi que toute la santé communautaire nécessaire au maintien d'un bon statut sanitaire des populations affectées par cette crise.

Le deuxième objectif de la réponse santé vise à renforcer les capacités des régions à haut risque pour les urgences de santé publique afin de prévenir, détecter et répondre aux épidémies et autres urgences sanitaires tout en assurant la continuité des soins curatifs pour les affections prioritaires. Ceci implique le renforcement du système d'alerte précoce et de la préparation des régions basée sur l'analyse des risques spécifiques à chaque région.

Le suivi de la mise en œuvre des interventions du secteur santé sera assuré au cours des réunions mensuelles et Ad Hoc du secteur santé aussi bien dans les régions qu'au niveau central.

Les activités de santé en faveur des réfugiés sont issues du RRRP et détaillées dans le cadre du multi secteur.



CONTACT

Dr Cécile Barbou Des Courières
Chargée des Urgences OMS

barboudescourieres@who.int

Dr Nimpa Mengouo, Marcellin
En charge de la surveillance OMS

nimpamengouom@who.int

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE		
	Refugiés	PDI	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	
PERS. DANS LE BESOIN	366K	199K	36K	448K	485K	51%	53%	40% 7%
PERS. CIBLÉES	332K	193K	32K	448K	179K	51%	53%	40% 7%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$4M	\$10M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)		



PERS. DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



DE PARTENAIRES



SÉC. ALIM. OBJECTIF 1 :

1 Sauver les vies des populations en insécurité alimentaire à travers une assistance coordonnée et intégrée.

SEC. ALIM. OBJECTIF 2 :

2 Consolider l'assistance en faveur des personnes déplacées internes, les retournés et les populations locales vulnérables en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire (l'accès et l'utilisation).

SEC. ALIM. OBJECTIF 3 :

3 Assurer la disponibilité de l'information de qualité sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité pour une meilleure planification humanitaire.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La réponse du secteur est centrée sur la poursuite de l'assistance alimentaire d'urgence coordonnée en faveur des réfugiés, des personnes déplacées internes et des populations locales hôtes vulnérables. Les réfugiés des sites aménagés et ceux vivant dans les communautés, les déplacés internes ainsi que les familles d'accueil se trouvent en insécurité alimentaire. Ces groupes de populations dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord ont perdu leurs capacités de production ou sont durement affectés par les conditions climatiques défavorables. Leur survie dépend entièrement de l'assistance humanitaire.

En effet, sur la base des résultats de l'enquête EFSA (Emergency Food Security Assessment) de septembre 2016 indiquant un taux d'insécurité alimentaire de près de 25% globalement dans les quatre régions ciblées par le Plan de Réponse Humanitaire, la stratégie de ciblage du secteur est basée sur la vulnérabilité et se focalise en priorité sur les populations en sécurité alimentaire.

Dans la région de l'Extrême nord la sécurité alimentaire étant légèrement améliorée par rapport à l'année 2015 (35,5%), le taux d'insécurité alimentaire est de 33,6% (EFSA septembre 2016). Les efforts du secteur visent à consolider les acquis des interventions antérieures en ciblant les réfugiés ou les personnes déplacées et leurs familles hôtes ainsi que les populations locales vulnérables dans les départements du Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga durement affectés par la crise Boko Haram. Les autres populations locales en insécurité alimentaire modérée, affectées par les crises humanitaires dans les quatre régions, sont ciblées à travers une assistance alimentaire ponctuelle et/ou saisonnière.

Les modalités d'assistance seront en denrées alimentaires et ou en transferts monétaire. L'assistance à travers les activités Vivres-contre-

Actifs implique une participation effective et régulière des bénéficiaires dans la réalisation des projets d'intérêt communautaire à haute intensité de main d'œuvre et devant contribuer à l'amélioration de la production alimentaire.

En outre, dans le but de promouvoir la production locale, d'améliorer la sécurité alimentaire (accès et utilisation), les personnes déplacées et les autres populations locales en insécurité alimentaire dans les régions de l'Est et l'Extrême-Nord bénéficieront d'un appui en intrants agricoles constitués des semences améliorées, engrais, bio pesticide et en petit équipement de transformation. Les populations ciblées par les interventions bénéficieront d'accompagnements multiformes sous forme d'appuis techniques ou de renforcement des capacités.

Par ailleurs, des enquêtes ciblées et des évaluations conjointes (FSMS, JAM, suivi des prix, EFSA, CFSAM, CFSVA) seront conduites tout au long de la période en vue de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et d'apprécier le degré de vulnérabilité des populations dans les régions ciblées. Les résultats des évaluations permettront d'ajuster les interventions afin de mieux répondre aux besoins des populations.

CONTACT

Felicitas Atanga
Chef de file sectoriel

felicitas.atanga@fao.org

Ms. Elvira Pruscini
Directeur adjoint

Elvira.Pruscini@wfp.org

Ibraima H. Aminou
Chargé de programme

ibaima.hamadou@wfp.org

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES, PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE			
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*		
PERS. DANS LE BESOIN	366K	199K	36K	448K	1,8M	51%	58%	38%	4%
PERS. CIBLÉES	259K	136K	5K	448K		51%	58%	38%	4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	\$48M	\$43M							

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

BUDGET (US\$)



8M

DE PARTENAIRES



04

COORDINATION



Appui à la coordination humanitaire

Le plan de réponse de la coordination et des services de soutien sera mis en œuvre sous la direction du Coordinateur Humanitaire à travers le Bureau de Coordination pour les Affaires Humanitaires (OCHA) et sera basé sur cinq axes principaux :

1. Le renforcement de la coordination (stratégique et sectorielle) et le plaidoyer humanitaire
2. L'appui dans l'analyse du contexte et la collecte de données pour une meilleure programmation sensible au genre
3. Le partage de l'information et l'appui en outils de gestion de l'information
4. Les services de sécurité et de sûreté (UNDSS)
5. Les services de transport du personnel humanitaire (UNHAS/PAM)

Au niveau de la coordination stratégique et sectorielle, le Bureau du Coordinateur Humanitaire à travers OCHA appuiera l'Equipe Humanitaire Pays et les groupes sectoriels dans les choix stratégiques et l'organisation de la réponse et du plaidoyer humanitaire en mettant à leur disposition les informations et les outils nécessaires en rapport avec les politiques et les orientations des principes humanitaires. Par ailleurs, la coordination sectorielle sera renforcée courant 2017 et notamment les liens avec les structures de coordination décentralisée en vue de créer un environnement plus propice à l'action humanitaire. OCHA continuera à apporter son appui dans la collecte des données (évaluations) et mettra un accent particulier sur l'analyse en vue d'améliorer le contenu des différents documents de plaidoyer, les plans humanitaires du pays (HNO/HRP) ainsi que les stratégies de mobilisation de ressources. Il mettra aussi à disposition de la communauté humanitaire des services à travers des outils d'information (cartes générales et thématiques, 3W, snapshots, dashboards) nécessaires à l'analyse du contexte humanitaire. OCHA appuiera également la coordination civilo-militaire afin de promouvoir les principes humanitaires et garantir leur respect par les différents acteurs engagés sur le terrain.

Pour 2017, OCHA développera une stratégie d'accès qui permettra de soutenir l'ensemble des acteurs humanitaires dans leurs interventions en faveur des personnes dans le besoin.

Dans la région de l'Extrême-Nord, la réponse humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin est coordonnée par le HCR, sur la base de la « Joint OCHA-UNHCR Note on Coordination Mixed Situations ». En 2015, le HCR disposant déjà d'une forte capacité opérationnelle à l'Extrême-Nord en raison de la réponse continue aux réfugiés; l'Equipe Humanitaire Pays (HCT) a approuvé cette organisation. Le chef du sous-bureau du HCR à Maroua rend compte au Coordinateur Humanitaire et au HCT de tous les aspects de l'action humanitaire (y compris la protection) dans l'Extrême-Nord afin de leur permettre de prendre toutes décisions conformément à leurs mandats respectifs. Les responsabilités respectives du Coordinateur Humanitaire et du Représentant du HCR restent inchangées. La réponse à la situation des réfugiés centrafricains et les communautés hôtes dans les trois régions frontalières avec la RCA est coordonnée sur le terrain par le HCR selon le modèle de coordination du HCR pour les réfugiés.

Les services de sécurité et de sûreté du personnel des Nations Unies

Le Département de Sûreté et de Sécurité va renforcer l'appui en matière de sécurité à tous les acteurs humanitaires y compris les agences et les ONG dans les quatre régions prioritaires. Ces services comprendront le renforcement des mesures de sécurité et l'utilisation commune des moyens de communication, des formations et les briefings de sécurité. Du nouveau personnel sera recruté et du matériel déployé principalement pour appuyer les acteurs opérant à l'Extrême-Nord.

Les services d'appui logistique (transport du personnel humanitaire avec UNHAS)

UNHAS continue de fournir un appui à la communauté humanitaire à travers le transport de son personnel et du matériel nécessaire pour la réponse humanitaire dans les régions septentrionales du Cameroun. L'Equipe Humanitaire Pays, en collaboration avec le PAM, veillera à la coordination, au suivi et à l'efficacité dans l'utilisation de ce service exclusivement en faveur des acteurs humanitaires.

CONTACT

OCHA

Max Schott
Chef OCHA
Cameroun

schott@un.org

UNDSS

Nestor Ouedraogo
Conseiller en sécurité

nestor.ouedraogo@undss.org

UNHAS

Guy Luzitu
Chef du Transport
aérien

guy.luzitu@wfp.org

PERS. DANS LE BESOIN



276K

PERSONNES CIBLÉES



259K

BUDGET (US\$)



112M

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 1 :

1 Fournir la protection internationale aux réfugiés RCA et populations hôtes, plus particulièrement en matière de documentation (enregistrement biométrique), protection de l'enfance ainsi que de prévention/réponse aux violences basées sur le genre et atteindre les standards internationaux multisectoriels dans l'assistance humanitaire.

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 2 :

2 Renforcer l'appui aux services sociaux de base par la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires comme des points d'eau et latrines, des salles de classes, des centres sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés. Cet appui devra également intégrer l'équipement de ces infrastructures.

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 3 :

3 Accroître les projets d'autonomisation en faveur des réfugiés et populations hôtes afin de diminuer la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser l'intégration socioéconomique en attendant un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettent.

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 4 :

4 Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles

PLAN DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS



Depuis le début de 2013, la crise en Centrafrique a sérieusement affectée la partie orientale du Cameroun. Pendant cette période, plus de 160 000 réfugiés centrafricains fuyant la violence armée sont arrivés dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Ces réfugiés sont venus s'ajouter aux 99 000 anciens réfugiés arrivés dans les mêmes régions entre 2004 et 2010, en raison des attaques de coupeurs de route et de bandits qui écumait le Nord de la Centrafrique.

Malgré les efforts des nouvelles autorités centrafricaines, élues en début 2016 et soutenues par la Communauté Internationale pour un retour à la paix et à la stabilité en RCA, des poches d'insécurité demeurent, y compris dans certaines localités frontalières avec le Cameroun. En effet, des affrontements entre les ex-Seleka et les milices Anti-Balaka dans le Nord de la RCA au cours de l'année 2016 ont provoqué l'afflux de plus de 6 900 (fin octobre 2016) civils centrafricains vers les villages frontaliers des régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord du Cameroun.

Aujourd'hui, les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord accueillent 260 000 réfugiés (56% sont des enfants) dont 30% vivent dans des sites aménagés et 70% en dehors des sites notamment dans des villages hôtes. Une enquête concernant l'intention de retour menée en avril 2016 auprès de plusieurs ménages réfugiés centrafricains au Cameroun (10% de tous les ménages enregistrés) montre que 70% des 260 000 réfugiés centrafricains dans les trois régions frontalières du Cameroun (Est, Adamaoua et du Nord) choisiraient de rester encore au Cameroun, tandis que 27% se disent être prêts à retourner et 3% à être réinstallés dans un pays tiers. Il est également important de noter que seul 16%, soit 11 200 personnes de ceux qui sont prêts à rentrer, seraient prêts à le faire dans un proche avenir, le reste, représentant près de 58 800 personnes sondées, préfèrent attendre que les conditions soient plus favorables.

La persistance de la violence contre la population civile dans certaines zones de la RCA continue à pousser des demandeurs d'asile centrafricains vers le Cameroun, soit 6 397 demandeurs en 2016 (fin octobre), et nécessite la poursuite du monitoring des frontières. Pour garantir le caractère civil et humanitaire de l'asile, les postes de gendarmerie doivent être renforcés afin de réduire l'insécurité et le risque du trafic d'armes dans les sites et de rassurer les autorités locales dans un contexte où les réfugiés sont perçus comme de potentiels vecteurs d'instabilité. La libre circulation reste aussi un défi du fait de l'insécurité. La sensibilisation des réfugiés et des autorités doit se poursuivre afin de permettre aux réfugiés de se déplacer au moins dans les régions d'installation avec leur documentation et faciliter ainsi leur intégration socio-économique. Enfin, les réfugiés continuent à avoir besoin d'une assistance

judiciaire pour éviter les arrestations arbitraires et le risque de détention pour immigration clandestine.

Après les élections générales en 2016 et une certaine accalmie observée dans quelques régions de l'Ouest de la RCA, les autorités centrafricaines souhaitent le rapatriement des réfugiés dans les préfectures de Nana Mambere et Mambere Kadeyi, souhait qu'elles ont exprimé au cours de la réunion sur le rapatriement tenue à Bangui en novembre 2016, où un projet d'accord tripartite a été discuté. Les parties ont cependant posé des conditions préalables pour garantir le rapatriement librement consenti dans la sécurité et la dignité, avec le renforcement de la sécurité par la présence effective de l'Etat, le renforcement de la cohésion sociale, le désarmement des groupes armés et une stratégie du recouvrement du droit de propriété.

La vérification biométrique des réfugiés centrafricains est en cours. Cet exercice est indispensable dans une situation où la plupart des réfugiés sont nomades éleveurs de bétail (Mbororo) et où des mouvements transfrontaliers de réfugiés ont souvent été observés. Elle donnera aussi la possibilité d'obtenir une meilleure compréhension des besoins de la population.

La présence d'un nombre aussi important de réfugiés met la pression sur les ressources naturelles et les services sociaux de base dans les zones d'accueil, dont les capacités sont déjà très limitées. C'est dans cette optique que ce plan de réponse prend aussi en compte les besoins des plus vulnérables dans les communautés hôtes (plus de 205 000).

Néanmoins, les interventions humanitaires menées dans ces régions ont permis de renforcer les capacités d'accueil et améliorer les conditions de vie des réfugiés et des communautés hôtes. Des activités multisectorielles sont en cours pour continuer à améliorer les conditions d'accueil dans les sites aménagés et les villages qui accueillent des réfugiés en faveur des réfugiés et des communautés hôtes.

Compte tenu des résultats récents de l'enquête sur l'intention de retour, qui confirme que la majorité des réfugiés centrafricains ne souhaitent pas rentrer chez eux dans un avenir proche, et compte tenu du fait que la situation humanitaire des réfugiés centrafricains a été stabilisée, la communauté humanitaire, en étroite collaboration avec le gouvernement camerounais, est en train de développer une politique de soutien pluriannuel pour les zones accueillant des réfugiés en lien avec les plans existants de développement communautaire. La stratégie de soutien pour les zones d'accueil des réfugiés de la RCA et d'autonomisation multi annuelle aux réfugiés RCA est construite autour de quatre piliers :

Accès aux services essentiels de base : on vise ici l'accès aux services tels que l'eau potable,

CONTACT

Johannes Zech
Coordonnateur des
opérations d'urgence
zech@unhcr.org

l'assainissement, l'éducation, la santé et la nutrition par la construction d'infrastructures comme des points d'eau et latrines, des salles de classes, des formations sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés. Cet appui devra également intégrer la dotation des salles de classe en tables-bancs, des formations sanitaires en équipements et infrastructures d'eau et assainissement, de gestion des déchets et de promotion de l'hygiène suivant la méthode ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) ainsi que la mise à disposition des intrants nutritionnels (prévention et traitement).










Autonomisation des réfugiés : Il s'agit ici de soutenir les réfugiés pour un accès plus accru aux activités génératrices de revenus, aux micro-crédits, à la formation professionnelle et à l'emploi afin de renforcer leur autonomisation et réduire leur dépendance de l'aide humanitaire. Les projets visant l'autonomisation des réfugiés devront assurer que 30% desdits projets bénéficie aux populations hôtes vulnérables.

Appui aux services étatiques pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la gestion des réfugiés : il s'agit ici de renforcer les capacités des autorités aux niveaux régional et local

par la formation et l'appui institutionnel pour leur permettre de prendre entièrement le leadership des interventions et d'assurer que celles-ci s'alignent sur les stratégies sectorielles de développement du gouvernement.

Poursuite de l'assistance aux réfugiés avec un accent particulier sur les personnes à besoins spécifiques : les interventions en faveur des personnes vulnérables devront prendre en compte une catégorisation des réfugiés en fonction du type de vulnérabilité. Il s'agit des vulnérables chroniques qui auront besoin d'être continuellement assistés, des vulnérables ayant besoin d'un appui pour sortir de leur état de vulnérabilité et des personnes sorties de l'état de vulnérabilité mais qui ont besoin d'un appui.

En bref, tous les projets en faveur des réfugiés RCA et de leurs communautés hôtes devront avoir pour but de promouvoir la cohabitation pacifique et le développement des communes qui abritent les réfugiés centrafricains dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord ainsi que l'autonomisation et l'autosuffisance des réfugiés et des populations hôtes afin de réduire leur dépendance de l'aide humanitaire.

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			Financements requis
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	
 Sécurité alimentaire	276k	51%	58 38 4%	173K	51%	58 38 4%	34M
 Santé	276k	51%	53 40 7%	259K	51%	53 40 7%	3M
 Abris/NFI	131k	53%	60 36 4%	67K	53%	60 36 4%	
 Education	156k	51%	100%	89K	51%	100%	4M
 Protection	259k	53%	60 36 4%	259K	53%	60 36 4%	2M
Protection de l'enfant	149k	51%	100%	74K	51%	100%	
VSBG ¹	166k	53%	44 48 4%	149K	53%	44 48 4%	
 Nutrition	46k	58%	86 14%	33K	58%	86 14%	2M
 EHA ²	177k	51%	58 38 4%	114K	51%	58 38 4%	9M
 Relèvement précoce et résilience	276k	51%	60 36 4%	259K	51%	60 36 4%	7M
 Réponse multisectorielle pour les réfugiés	276k			259K			49M
TOTAL	276k**	52%	63 33 4%	259k**	51%	63 33 4%	112M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) - **Le total n'est pas le total de la colonne, puisque les mêmes pers. peuvent apparaître plusieurs fois

PERS. DANS LE BESOIN



86K

PERSONNES CIBLÉES



86K

BUDGET (US\$)



67M

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 1 :

1 Fournir la protection internationale aux réfugiés nigériens et populations hôtes, plus particulièrement en matière d'accès à l'asile et au respect du principe de non-refoulement, d'un possible rapatriement librement consenti, de documentation (enregistrement biométrique), la de protection de l'enfance ainsi que la de prévention/réponse aux violences basées sur le genre.

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 2 :

2 Atteindre les standards internationaux pour l'assistance humanitaire fournie au camp de Minawao à travers tous les secteurs, y compris l'eau et assainissement, nutrition, santé, sécurité alimentaire, abris et non-vivres, éducation etc.

PLAN DE RÉPONSE OBJECTIF 3 :

3 Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles, y compris le renforcement des moyens d'autonomisation.

PLAN DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS NIGERIENS



En 2016, la région de l'Extrême Nord du Cameroun a continué à subir des violentes attaques transfrontalières perpétrées par Boko Haram. Ces attaques ont causé l'arrivée régulière et continue de 86 400 réfugiés nigériens recherchant la sécurité au Cameroun, entraînant également le déplacement forcé d'environ 199 000 habitants dans la région.

Dans le camp de Minawao, environ 7 000 réfugiés ont été nouvellement enregistrés à la fin d'octobre 2016, parmi lesquels de nouveaux arrivants et de nouvelles naissances. Fin décembre 2016, le camp de Minawao compte environ 59 600 réfugiés (dont 57% d'enfants) enregistrés par le HCR. Il existe au moins 26 700 réfugiés non enregistrés qui vivent dans des villages le long de la frontière avec le Nigéria. Le plan de réponse pour les réfugiés nigériens 2017 cible les réfugiés présents dans le camp de Minawao et les réfugiés vivant hors du camp avec les populations hôtes et les personnes déplacées à l'intérieur. Ainsi, la réponse aux réfugiés prévoit de couvrir un total de 90 000 réfugiés nigériens en 2017, dont 75 000 prévus à la fin d'année 2016 et 15 000 nouveaux arrivants au cours de 2017. En outre, la réponse prendra en compte les besoins de 20 000 personnes vivant dans les villages aux alentours du camp de Minawao.

Le scénario de planification pour les mouvements des réfugiés nigériens dans l'Extrême Nord du Cameroun est le suivant :

Population réfugiée fin 2016: 75 ,000

- 60 000 camps
- 15 000 localités hors camp

Nouveaux arrivées en 2017:

- 15 000 camps (dont 10 000 venant des localités hors camp au Cameroun)
- 10 000 localités hors camp

Rapatriement volontaire organisé en 2017:

- 15 000 (à partir du camp)

Retours spontanés:

- 5 000 (à partir des localités hors camp)

Population réfugiée fin 2017: 70 000

- 60 000 camps
- 10 000 localités hors camp

Population hôte autour du camp : 20 000

Dans la mesure où l'augmentation des violences dans la région de l'Extrême-Nord est perçue comme découlant de l'arrivée continue et de la présence des réfugiés, l'un des plus grands défis

pour 2017 sera de maintenir le caractère civil et humanitaire de l'asile dans le contexte de sécurité actuel, tout en continuant le plaidoyer auprès des autorités et communautés locales afin d'assurer la coexistence pacifique entre ceux-ci et les réfugiés.

La réponse aux besoins humanitaires concerne tous les secteurs. En effet, il sera nécessaire de renforcer les capacités des jeunes réfugiés afin de leur fournir des activités alternatives de subsistance et les rendre ainsi moins dépendants à l'aide humanitaire. Il faudra également renforcer la prévention et la réponse à la malnutrition, prévenir et prendre en charge les malades, améliorer l'accès aux soins de santé primaires, améliorer l'accès à l'éducation sur une base non discriminatoire, améliorer l'accès à l'eau grâce à des sources durables et améliorer les infrastructures sanitaires dans le camp de Minawao.










Les principaux axes de travail sur lesquels se pencheront la communauté humanitaire et le gouvernement en 2017 sont les suivants :

- Améliorer l'accès à l'asile, construire un espace de protection pour les réfugiés et veiller à ce que leurs droits soient respectés, notamment à travers le renforcement des capacités des comités mixtes dans les trois départements qui accueillent les réfugiés à l'extérieur du camp de Minawao. La réponse envisage également d'encadrer le rapatriement librement consenti des réfugiés nigériens en s'assurant qu'il est fait dans les meilleures conditions de sécurité et de dignité ;
- Maintenir et améliorer l'enregistrement et la documentation des réfugiés par la fourniture de documents d'identité, la mise en œuvre de la vérification biométrique dans le camp, la construction des facilités d'accueil supplémentaires plus près des points de passage stratégiques afin de faciliter l'accès à tous les réfugiés et aux nouveaux arrivants. La vérification biométrique permettra par la même occasion de mieux cibler les personnes à besoins spécifiques ;
- Assurer l'accès à une éducation de qualité au camp de Minawao pour environ 30 000 enfants réfugiés, à travers des activités d'éveil, l'éducation primaire et secondaire, la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires, la construction de latrines en collaboration avec le secteur eau, et la promotion d'activités de professionnalisation pour les adultes ;
- Assurer le soutien psychosocial des enfants et familles réfugiés en renforçant les capacités des communautés et des services étatiques ;
- Prévenir la séparation familiale, renforcer les mécanismes de recherche et réunification familiale au niveau transfrontalier ;

CONTACT

Johannes Zech
Coordonnateur des
opérations d'urgence
zech@unhcr.org

- Améliorer l'accès qualitatif et quantitatif à l'eau potable pour les réfugiés au camp de Minawao, ainsi qu'un meilleur accès à l'hygiène et à l'assainissement en visant les standards de 20 personnes par latrine et/ou par douche ;
- Améliorer la sécurité alimentaire pour les réfugiés et s'assurer qu'ils ont un accès suffisant à l'énergie. Ceci se fera à travers d'une part un plaidoyer en vue de leur obtenir des terres fertiles et/ou des prêts fonciers et des formations sur la production locale de fourneaux à faible consommation d'énergie d'autre part. Il est également envisagé d'évaluer la possibilité des interventions de transferts monétaires à la faveur des réfugiés au camp de Minawao ;
- Prévenir la malnutrition et améliorer la réponse communautaire pour ceux qui souffrent de malnutrition aigüe, notamment pour les plus vulnérables tels que les nourrissons, les enfants, les femmes enceintes et allaitantes. Lutter également contre l'anémie et les carences en micronutriments ;
- Renforcer les activités de résilience au bénéfice des réfugiés afin d'améliorer leur autonomisation et diminuer ainsi leur dépendance à l'aide humanitaire. Il s'agira par exemple de promouvoir les activités agricoles, d'investir dans des activités génératrices de revenus durables, ou d'intégrer des petits commerces dans les marchés locaux.

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			Financements requis
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	
 Sécurité alimentaire	86k	51%	58 38 4%	86K	51%	58 38 4%	13M
 Santé	86k	51%	53 40 7%	86K	51%	53 40 7%	1M
 Abris/NFI	86k	53%	60 36 4%	86K	53%	60 36 4%	400K
 Education	49k	51%	100%	42K	51%	100%	4M
 Protection	86k	53%	60 36 4%	86K	53%	60 36 4%	4M
Protection de l'enfant	52k	51%	100%	45K	51%	100%	
VSBG ¹	50k	53%	48 48 4%	43K	53%	48 48 4%	
 Nutrition	18k	58%	86 14%	17K	58%	86 14%	2M
 EHA ²	84k	51%	58 38 4%	84K	51%	58 38 4%	2M
 Relèvement précoce et résilience	86k	51%	60 36 4%	86K	51%	60 36 4%	6M
 Réponse multisectorielle pour les réfugiés	86k			86K			33M
TOTAL	86k**	52%	63 33 4%	86k**	51%	63 33 4%	67M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) - **Le total n'est pas le total de la colonne, puisque les mêmes pers. peuvent apparaître plusieurs fois

NOTES DE FIN DE PAGES

1. <http://data.unhcr.org/SahelSituation/region.php?id=73>
2. Matrice de Suivi des Déplacements, Octobre 2016, DTM Round 5 (<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon/assessment/oim-cameroun-matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-num%C3%A9ro-5-octobre>)
3. Matrice de Suivi des Déplacements, Octobre 2016, DTM Round 5
4. Cf.p.30 (Méthodologie), Aperçu des Besoins Humanitaires 2017
5. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans ce plan correspond aux niveaux 3 et/ou supérieurs selon l'échelle du Cadre harmonisé ou le « Integrated Food Security Phase Classification ».
6. Emergency Food Security Assessment (EFSA), Septembre 2016
7. SMART 2015, SENS 2015 et SENS 2016
8. MICS 2014 : https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Cameroon/2014/Key%20findings/Cameroon%202014%20MICS%20KFR_French.pdf
9. Au 1er octobre 2016, la République Démocratique du Congo comptait 96 079 réfugiés de RCA tandis que 68 743 ont trouvé refuge au Tchad et 29 304 en République du Congo : <http://data.unhcr.org/car/regional.php>
10. UNHCR : Statistiques des réfugiés centrafricains, enregistrement ProGres au 31 Septembre 2016
11. UNHCR : Enquête sur les intentions de retour des réfugiés RCA (avril 2016)
12. Lien vers stratégie de protection sur HR
13. Lien vers HNO 2017 sur HR
14. Inter-Agency Standing Committee, Emergency Directors Group (EDG), PRELIMINARY GUIDANCE NOTE ON PROTECTION AND ACCOUNTABILITY TO AFFECTED POPULATIONS IN THE HUMANITARIAN PROGRAMME CYCLE
15. Le système de rapportage en ligne (ORS) est un outil de suivi des performances qui permet aux partenaires humanitaires, participant aux processus de planification inter-agences, de renseigner les progrès basés sur les activités définies lors du HRP. La base de données a été conçue afin de faciliter le partage de l'information et de suivre la réponse des interventions humanitaires. Pour plus d'information sur ORS : <http://ors.ocharowca.info/>
16. Financial Tracking Service: <https://fts.unocha.org>

GUIDE DU DONATEUR

CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaire, le plan de réponse humanitaire et les rapports de suivi du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

www.humanitarianresponse.info/en/opérations/cameroon

DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate

AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

logik@un.org

ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à fts@un.org ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>

PARTIE III: ANNEXES



Objectifs, indicateurs & cibles

Organisations participantes & financements requis

Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées

Et si ? ...on n'apporte pas de réponse

OBJECTIFS, INDICATEURS & CIBLES

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, INDICATEURS ET CIBLES

Abri et NFI

INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Pourcentage des ménages vivant dans des logements adéquats	100
Pourcentage des ménages dont les besoins en articles de base et domestiques sont satisfaits	100
Pourcentage des femmes ayant des fournitures sanitaires	100

Assistance Multi Sectorielles aux Réfugiés

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Pourcentage des personnes concernées enregistrées / documentées sur une base individuelle	100
Nombre des ENA/ES identifiés et soutenus (placé en alternative ou temporairement pour des soins, réunifiés et suivis)	2 955
Pourcentage des survivants aux VBSG identifiés ayant bénéficié d'un soutien approprié	100
Nombre de cas connus de refoulement pour des interventions de plaidoyer visant à promouvoir le respect des principes de non-refoulement	0
INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre de refugies ventilés par sexe recevant une assistance multisectorielle	408 303
Pourcentage de refugies adultes (18-59 ans) ventilés par sexe qui gagnent au moins le salaire minimum pendant plus de 6 mois par an	400
Pourcentage de réfugiés ventilé par sexe et par âge ayant accès aux services de base (santé, eau et éducation)	400

Coordination et Services de Soutien

INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
La stratégie d'accès pour l'extrême nord est élaborée et approuvée par l'Equipe de Humanitaire Pays (HCT)	1
Nombre de personnes transportées par UNHAS	4 200
Nombre de réunion Intersecteur et Equipe de Humanitaire Pays (HCT)	24
Nombre de réunions CMCoord tenues	22
Nombre des briefing de sécurité effectués	30

Eau, Hygiène et Assainissement

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Nombre de centres nutritionnels délivrant un paquet minimum WASH (eau potable avec chlore résiduel, savon désinfectant pour les mains et ustensiles d'alimentation, défécation hygiénique, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter)	40
Nombre d'enfants admis pour le traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH, comportant des messages clés sur l'hygiène/conseils sur les comportements aux parents ou aux personnels soignants (traitement de l'eau chez les ménages et articles hygiéniques)	40 000
Nombre de personnes affectées ayant reçu un paquet minimum WASH adapté à leurs vulnérabilités (eau potable, assainissement, articles hygiéniques, messages clés / conseils sur les comportements à adopter).	255 000
INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre de personnes cibles ayant eu accès à l'eau potable	157 000
Nombre de personnes cibles ayant eu accès aux installations sanitaires de base	87 000
Nombre de personnes cibles bénéficiaires de kits WASH accompagnés de messages sur les bonnes pratiques	296 172
Nombre de personnes cibles touchées par les sensibilisations sur les bonnes pratiques	322 000

Education

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Nombre de garçons et filles descolarisés (3 à 17 ans) affectés par la crise ayant accès à l'éducation	97 500
Nombre de garçons et filles en âge scolaire (3 à 17 ans) affectés par la crise qui reçoivent du matériel scolaire.	180 300
Nombre de repas scolaires distribués	80 000
INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire, bénéficiant d'espaces d'apprentissage temporaires	167 100
Nombre d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire, bénéficiant du matériel scolaire	167 100
Nombre d'enfants de l'école primaire et secondaire fréquentant l'école dans une classe où l'enseignant a été formé en appui psychosocial	167 100

Nutrition

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère admis dans le programme nutritionnel thérapeutique	61 262
Nombre de centres de santé mettant en oeuvre des activités nutritionnelles	657
Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée admis dans le PNS ciblés (Programmes ciblés de nutrition supplémentaire)	96 816
Nombre d'enfants de 6-23 mois et Femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	132 167
INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre de centres de santé mettant en oeuvre des activités de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë Sévère (PCIMAS)	742
Nombre d'enfants de 6-23 mois admis dans le Programmes d'alimentation de couverture (BSFP - Blanket Supplementary Feeding Program)	140 000
Nombre d'enfants de 6-59 mois admis dans le programme de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë Sévère (PCIMAS)	56 626

Protection

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Nombre de prestataires de services fournissant des services psychosociaux aux victimes de violence sexiste	7
Nombre de filles et garçons bénéficiant de soutien psychosocial à travers les espaces amis des enfants/clubs d'enfants	89 789
Nombre de personnes (adultes et enfants) affectées assistées pour la documentation civile	
Nombre de PDI et retournés / rapatriés enregistrés	
INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre d'enfants bénéficiant de soutien psychosocial dans des espaces amis des enfants/autres espaces sécurisés	86 110
Nombre de femmes et de filles survivantes de VBG ayant reçu une prise en charge holistique (psycho-sociale, légale, socio-économique et médicale)	5 000
Nombre de personnes (adultes et enfants) affectées assistées pour la documentation civile	1 500
Nombre de personnes identifiées ayant besoin d'une protection juridique/judiciaire qui reçoivent une assistance	5 000

Relèvement Précoce

INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
Nombre de personnes ayant reçu un renforcement de leurs connaissances ou capacités concernant la prévention et de gestion de crises et conflits, la prévention et la réduction de la violence extrême, la protection et de sécurité des populations, les principes d'inclusion, les droits humains, les libertés fondamentales	38 850
Nombre de personnes ciblées ayant bénéficié de la réhabilitation/construction des infrastructures communautaires détruites ou endommagées dans les zones affectées	215 000
Nombre de personnes ciblées ayant reçu une assistance pour leur relèvement économique et/ou la reconstitution de leurs moyens de subsistance et/ou une formation professionnelle	11 150
Nombre de systèmes d'alerte précoce sur les inondations, sécheresses et autres crises potentielles au sein des communautés vulnérables/affectées mis en place ou renforcés	10
Nombre de membres de l'administration et des autorités locales (fonctionnaires, policiers, préfets, sous-préfets, de chefs traditionnels), de dirigeants/guides religieux, représentants de la société civile... ayant reçu un renforcement de leurs connaissances ou capacités concernant la prévention et de gestion de crises et conflits, la protection et de sécurité des populations, les principes d'inclusion, les droits humains, les libertés fondamentales...	490

Santé

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Nombre de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du cluster	37 962
Nombre d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster	113 125
Nombre de consultations ambulatoires dans les districts soutenus par les membres du cluster	759 212
Nombre de rapports épidémiologique hebdomadaires complétés et reçus au niveau central	208

INDICATEURS DU PAYS	CIBLE
% épidémies ou alertes investiguées dans les 72	310
Nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié soutenus par les membres du secteur	22 137
Nombre de MILDA distribuées (ratio MILDA/personnes) aux populations vulnérables	37 000
Nombre d'enfants de moins de 1 an vaccinés dans PEV/R	37 632

Sécurité Alimentaire

INDICATEURS COMMUNS POUR LE SAHEL	CIBLE
Pourcentage des ménages avec un score acceptable de consommation des vivres (SCA)	240
Nombre de ménages ciblés ayant reçu un appui agricole	81 067
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert conditionnel ou inconditionnel (base alimentaire)	349 598
Nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert conditionnel ou inconditionnel (base de chèques)	114 005
Quantité de nourriture distribuée aux bénéficiaires (transfert conditionnel ou inconditionnel)	109 158
Montant total d'argent transféré aux bénéficiaires ciblés (transfert conditionnel ou inconditionnel)	19 241 380

ORGANISATIONS PARTICIPANTES & FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)
World Food Programme	91 996 923
United Nations High Commissioner for Refugees	87 838 163
United Nations Children's Fund	20 931 205
Plan International	11 582 169
International Rescue Committee	8 720 699
Première Urgence - Aide Médicale Internationale	7 964 444
Solidarités International	7 451 050
Action Contre la Faim - France	6 574 030
United Nations Development Programme	5 590 284
International Medical Corps	5 137 331
French Red Cross	4 940 210
Food & Agriculture Organization of the United Nations	4 616 736
International Organization for Migration	4 577 460
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women	4 500 000
Solidarités d'Afrique	4 209 293
Catholic Relief Services	3 243 048
World Health Organization	2 755 307
CARE International	2 514 004
Agence Humanitaire Africaine	2 427 702
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	2 282 573
Alliance for International Medical Action	2 213 348
United Nations Population Fund	2 118 450
Afrique Solidarité - Suisse	2 090 845
Adventist Development and Relief Agency	1 870 258
Femme Action et Développement en Centrafrique	1 350 237
Equal Access Cameroon	1 261 461
United Nations Department of Safety and Security	1 131 838
Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré	1 120 536
Association des Ingénieurs pour l'assistance au Développement Rural	963 300
Respect Cameroon	903 447
ACT Alliance / Lutheran World Federation	782 821
Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (Antenne de l'Extrême-Nord)	666 805
FAIRMED Foundation	665 313
CARITAS	539 815
United Nations Joint Programme on HIV/AIDS	510 000
Association d'Assistance au Développement	393 717
United Nations Mine Action Service	300 000
Centre Optionnel Pour la Promotion et la Régénération Economique et Sociale Secteur Afrique	299 100
Association Gainako Djamou du Sahel	253 500
International Emergency and Development Aid	205 790
Défense des Droits de l'Homme et des Consommateurs du Sahel	150 000
TOTAL	310M

CHIFFRES DE PLANIFICATION: PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES

PERSONNES
DANS LE BESOIN
PAR RÉGIONS
(EN MILLIERS)


		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. dans le besoin	Population Totale
	ADAMAOUA	71K	-	-	54K	372K	52%	62 34 4%	499K	1,2M
	CENTRE	12K	-	-	-	5K	51%	62 34 4%	17K	4,5M
	EST	181K	-	-	136K	60K	52%	64 32 4%	377K	1M
	EXTREME-NORD	86K	199K	36K	240K	1M	52%	64 32 4%	1,6M	4,3M
	LITTORAL	8K	-	-	-	10K	51%	64 32 4%	18K	3,6M
	NORD	7K	-	-	18K	365K	51%	60 36 4%	390K	2,6M
	NORD-OUEST	-	-	-	-	-	52%	53 40 7%	-	2,2M
	OUEST	-	-	-	-	161	53%	53 40 7%	161	2M
	SUD	-	-	-	-	109	49%	53 40 7%	109	782K
	SUD-OUEST	1K	-	-	-	35K	49%	54 39 7%	36K	1,8M
TOTAL		368K	199K	36K	448K	1,9M	51%	63 33 4%	2,9M	24M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)

PERSONNES DANS LE BESOIN DANS LES 4 REGIONS PRIORITAIRES (EN MILLIERS)		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% Femmes	% Enfants, adultes pers. âgées*	Personnes dans le besoin	Population Totale
ADAMAOUA	DJEREM	-	-	-	2K	56K	51%	61 35 4%	58K	175K
	FARO-ET-DEO	-	-	-	-	51K	52%	58 38 4%	51K	116K
	MAYO-BANYO	-	-	-	-	86K	52%	60 36 4%	86K	262K
	MBERE	71K	-	-	48K	38K	52%	64 32 4%	157K	241K
	VINA	-	-	-	4K	142K	50%	58 38 4%	147K	446K
EST	BOUMBA-ET-NGOKO	6K	-	-	8K	3K	50%	64 32 4%	17K	160K
	HAUT-NYONG	-	-	-	-	17K	50%	61 35 4%	17K	273K
	KADEI	82K	-	-	51K	16K	51%	64 32 4%	150K	255K
	LOM-ET-DJEREM	93K	-	-	76K	24K	50%	64 32 4%	193K	382K
EXTREME-NORD	DIAMARE	-	5K	-	9K	300K	50%	61 35 4%	315K	894K
	LOGONE-ET-CHARI	13K	96K	17K	102K	62K	48%	64 32 4%	289K	678K
	MAYO-DANAY	-	14K	5K	22K	154K	52%	63 33 4%	195K	737K
	MAYO-KANI	-	-	1K	6K	151K	51%	61 35 4%	158K	563K
	MAYO-SAVA	1K	55K	38	73K	62K	51%	64 32 4%	191K	486K
	MAYO-TSANAGA	72K	29K	13K	29K	288K	51%	64 32 4%	432K	975K
NORD	BENOUE	-	-	-	-	197K	50%	58 37 5%	197K	1,3M
	FARO	-	-	-	-	15K	51%	61 35 4%	15K	109K
	MAYO-LOUT	-	-	-	-	86K	52%	60 36 4%	86K	615K
	MAYO-REYI	7K	-	-	18K	67K	50%	64 32 4%	92K	590K
TOTAL		346K	199K	36K	448K	1,8M	52%	63 33 4%	2,8M	9M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)

PERSONNES
CIBLÉES PAR
RÉGIONS
(EN MILLIERS)

		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. ciblées	Population Totale
	ADAMAOUA	71K	-	-	54K	11K	52%	62 34 4%	137K	1,2M
	CENTRE	-	-	-	-	-	51%	62 34 4%	-	4,5M
	EST	181K	-	-	136K	5K	52%	64 32 4%	322K	1M
	EXTREME-NORD	86K	193K	32K	240K	182K	52%	64 32 4%	734K	4,3M
	LITTORAL	-	-	-	-	-	51%	64 32 4%	-	3,6M
	NORD	7K	-	-	18K	19K	51%	60 36 4%	44K	2,6M
	NORD-OUEST	-	-	-	-	-	52%	53 40 7%	-	2,2M
	OUEST	-	-	-	-	-	53%	53 40 7%	-	2M
	SUD	-	-	-	-	-	49%	53 40 7%	-	782K
	SUD-OUEST	-	-	-	-	-	49%	54 39 7%	-	1,8M
TOTAL		346K	193K	32K	448K	218K	51%	63 33 4%	1,2M	24M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)

PERSONNES CIBLÉES DANS LES 4 REGIONS PRIORITAIRES (EN MILLIERS)		PAR STATUT					PAR AGE ET SEXE		TOTAL	
		Réfugiés	Personnes Déplacées Internes (PDI)	Retournés (anciens PDI)	Personnes accueillant des PDI et/ou des Réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% Femmes	% Enfants, adultes pers. âgées*	Personnes ciblées	Population Totale
ADAMAOUA	DJEREM	-	-	-	2K	2K	51%	61 35 4%	4K	175K
	FARO-ET-DEO	-	-	-	-	1K	52%	58 38 4%	1K	116K
	MAYO-BANYO	-	-	-	-	2K	52%	60 36 4%	2K	262K
	MBERE	71K	-	-	48K	2K	52%	64 32 4%	120K	241K
	VINA	-	-	-	4K	4K	50%	58 38 4%	9K	446K
EST	BOUMBA-ET-NGOKO	6K	-	-	8K	1K	50%	64 32 4%	15K	160K
	HAUT-NYONG	-	-	-	-	2K	50%	61 35 4%	2K	273K
	KADEI	82K	-	-	51K	1K	51%	64 32 4%	135K	255K
	LOM-ET-DJEREM	93K	-	-	76K	2K	50%	64 32 4%	171K	382K
EXTREME-NORD	DIAMARE	-	5K	-	9K	5K	50%	61 35 4%	20K	894K
	LOGONE-ET-CHARI	13K	92K	15K	102K	62K	48%	64 32 4%	284K	678K
	MAYO-DANAY	-	15K	7K	22K	22K	52%	63 33 4%	66K	737K
	MAYO-KANI	-	-	1K	6K	4K	51%	61 35 4%	10K	563K
	MAYO-SAVA	1K	56K	-	73K	56K	51%	64 32 4%	185K	486K
	MAYO-TSANAGA	72K	24K	8K	29K	33K	51%	64 32 4%	168K	975K
	BENOUE	-	-	-	-	9K	50%	58 37 5%	10K	1,3M
NORD	FARO	-	-	-	-	1K	51%	61 35 4%	1k	109K
	MAYO-LOUT	-	-	-	-	4K	52%	60 36 4%	4K	615K
	MAYO-REYI	7K	-	-	18K	4K	50%	64 32 4%	29K	590K
TOTAL		346K	193K	32K	448K	218K	52%	63 33 4%	1,2M	9M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées (>59 ans)



ET SI ?

...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE



LE MANQUE D'ASSISTANCE EN NFI ET ABRIS POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES CONDUIRA À DES CONFLITS DANS LES COMMUNAUTÉS ET VILLAGES D'ACCUEIL.

Ces personnes vivront dans des conditions inhumaines (abris délabrés, risques liés à la promiscuité dans les abris, manque d'hygiène et risque d'épidémies, incapacité de stocker de l'eau et de préparer les aliments, manque de couchage, etc.). La population hôte sera seule à supporter la pression que cela engendrera sur ses ressources déjà insuffisantes (nourriture, eau, bois de chauffe, articles domestiques) et si les actions ne sont pas prises à temps cette situation pourrait altérer la coexistence, jusque-là pacifique, entre les personnes déplacées et les populations hôtes.



LES FEMMES ET FILLES SURVIVANTES DE VIOLENCES SERONT LIVRÉES À ELLES-MÊMES

Les conséquences physiques et psychologiques qui affectent les survivantes de violence sexuelles et basées sur le genre ne seront pas traitées, menant à la dépression et à des complications physiques sérieuses pouvant aller jusqu'à la mort. Les violences faites aux femmes et aux filles resteront un tabou sociétal, les survivantes souvent marginalisées par leurs communautés, et les pratiques culturelles néfastes telles que les mariages précoces verront leur taux augmenter significativement.



L'ÉCHEC À RÉPONDRE AU SOUTIEN ET À L'ACCÉLÉRATION DU RELÈVEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES POPULATIONS RISQUE D'EXACÉRBER LES TENSIONS ENTRE LES DIFFÉRENTS GROUPES

La négligence face à cette crise qui met présentement les autorités locales traditionnelles et institutionnelles à rude épreuve, risque d'exacerber la tendance croissante à la radicalisation menant à l'extrémisme violent, de propager l'instabilité actuelle au-delà des limites des régions touchées, devenant de plus en plus difficile à gérer.



DES POPULATIONS SE RETROUVERONT SANS PROTECTION

Plus de 354 000 réfugiés et 199 000 personnes déplacées internes au Cameroun pourraient se retrouver sans protection ni assistance pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

